



Assemblée générale

AG/11292

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-septième session
6^e, 7^e & 8^e séances plénières
matin - après-midi & soir

ASSEMBLÉE: LES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT PLACENT LE PREMIER JOUR DU DÉBAT GÉNÉRAL SOUS LE SIGNE DES CONFLITS DONT LA SYRIE, LE SAHEL ET LA PROVINCE CONGOLAISE DU NORD-KIVU

Les 39 chefs d'État et de gouvernement, qui ont ouvert, aujourd'hui le débat général annuel de l'Assemblée générale n'ont pas caché leur inquiétude face à l'enlisement des conflits qui caractérise le monde aujourd'hui dont la Syrie, le Sahel et la province congolaise du Nord-Kivu mais aussi face à la flambée de violence qui a conduit à la mort à Bengazi, en Libye, de l'Ambassadeur américain.

« Je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme quant à la direction que prend notre famille humaine », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, alors que le Président de l'Assemblée générale, M. Vuk Jeremić, de la Serbie, a placé cette soixante-septième session de l'Assemblée sous le signe de « L'ajustement ou le règlement des situations et différends internationaux par des moyens pacifiques ».

« C'est une époque de turbulence, de transition et de transformation ». Une époque, s'est inquiété M. Ban Ki-moon, où le temps ne joue pas en notre faveur. « Catastrophe régionale aux ramifications mondiales », la situation en Syrie l'a conduit à rappeler « notre devoir de donner un sens concret à la responsabilité de protéger ».

L'Émir du Qatar, Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, n'a pas dit autre chose lorsqu'il a estimé le moment venu pour les États arabes de « s'ingérer » pour mettre fin à l'effusion de sang. « Le régime de Bashar Al-Assad doit prendre fin pour que cessent les souffrances du peuple syrien », a renchéri le Président des États-Unis, M. Barack Obama.

« Le régime syrien actuel ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations », a dit en écho le Président de la France, dans ce qui était sa première intervention depuis la tribune de l'Assemblée générale. M. François Hollande a annoncé que son pays reconnaîtrait le gouvernement provisoire, « représentatif de la nouvelle Syrie libre », lorsqu'il serait formé.

« L'urgence, c'est aussi le Sahel », a poursuivi le nouveau Chef d'État français pour qui « il s'agit de permettre au Mali de retrouver, le plus vite possible, son intégrité territoriale et d'éliminer la menace du terrorisme ». Le Président du Sénégal, M. Macky Sall, a engagé le Conseil de sécurité à autoriser les actions nécessaires. Si la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) prend des mesures pour tenter de résoudre la crise, une aide urgente des Nations Unies est nécessaire pour garantir la paix et la sécurité, a insisté, à son tour, le Président du Nigéria, M. Goodluck Ebele Jonathan.

Autre conflit à l'ordre du jour, la situation dans la province congolaise du Nord-Kivu. M. Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo (RDC) s'est voulu tranchant: « Cette situation est inacceptable, mérite d'être condamnée et doit donner lieu à des sanctions ». Il a dit attendre de la communauté des nations qu'elle prenne ses responsabilités et du Conseil de sécurité qu'il fasse respecter ses résolutions « contre une force négative dirigée par des éléments impénitents du fait de leur grande capacité de nuisance et de soutiens extérieurs ».

Invités également par le Secrétaire général à une réunion sur la situation à l'est de la RDC, le Président du Rwanda, M. Paul Kagame, et le Vice-Président de l'Ouganda, M. Edward Kiwanuka Ssekandi, ont vanté les mérites des initiatives locales et régionales, dont la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL), car « fondées sur une meilleure compréhension du terrain ».

Dans son allocution, le Secrétaire général s'est aussi inquiété de ce que trop de gens soient prêts à se saisir des petites flammes de la différence pour les transformer en brasiers et que « trop de gens tolèrent l'intolérance », faisant ainsi allusion à la flambée de violence provoquée par un « acte disgracieux d'un manque de sensibilité flagrant ».

Dans un vibrant hommage à Chris Stevens, Ambassadeur des États-Unis en Libye, tué lors de l'attaque contre le consulat américain à Benghazi, le Président américain a déclaré: « Aucune vidéo ne peut justifier une attaque contre une ambassade ». L'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui offensent l'islam et le Prophète mais, a-t-il ajouté, pour être crédible, ceux qui condamnent la calomnie doivent aussi condamner la haine dans les images profanées de Jésus-Christ ou la négation de l'Holocauste.

Son homologue de l'Indonésie, M. Susilo Bambang Yudhoyono, a plaidé en faveur d'un instrument international visant à empêcher efficacement toute hostilité ou toute violence basée sur des religions ou des croyances.

La situation en Géorgie, à Chypre, dans les Îles Falkland (Malvinas) ou en Afghanistan, ont été les autres foyers de tension commentés aujourd'hui. Un an après la présentation, par la Palestine, de sa demande d'adhésion à l'ONU, le Secrétaire général a dit craindre que la porte soit en train de se fermer pour de bon sur la solution à deux États.

Le programme nucléaire iranien a lui aussi suscité les mêmes inquiétudes; le Président Obama indiquant que l'Amérique souhaite trouver une solution par la diplomatie. Son homologue français s'est dit prêt à prendre de nouvelles sanctions contre l'Iran.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain, mercredi 26 septembre, à partir de 9 heures.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION: PRÉSENTATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE SON RAPPORT ANNUEL (A/67/1)

Présentation du rapport par le Secrétaire général

« Je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme quant à la direction que prend notre famille humaine », a déclaré d'emblée M. BAN KI-MOON, Secrétaire général des Nations Unies, évoquant tour à tour l'insécurité et l'injustice généralisées ainsi que les inégalités et l'intolérance. Il s'est inquiété du fait que les gouvernements gaspillent d'immenses quantités de ressources précieuses sur des armes mortelles alors qu'ils réduisent leurs investissements dans l'être humain et que beaucoup de ceux qui sont au pouvoir semblent délibérément ignorer la menace des changements climatiques.

« C'est une époque de turbulence, de transition et de transformation », a constaté le Secrétaire général, une époque, a-t-il dit, où le temps ne joue pas en notre faveur. Les gens veulent un emploi et la perspective d'une vie décente. Mais trop souvent, ils se heurtent au déni de leurs rêves et de leurs aspirations.

S'adressant aux nombreux dirigeants qui viennent pour la première fois à l'Assemblée générale, le Secrétaire général leur a rappelé que leurs populations veulent des résultats maintenant, pas dans un avenir lointain. « Les populations veulent des progrès et des solutions dès maintenant. Elles veulent des idées, du leadership et un espoir concret pour leur avenir. »

Le Secrétaire général a mis en exergue les cinq impératifs de son programme d'action: le développement durable, la prévention, l'édification d'un monde plus sûr, l'aide à octroyer aux pays en transition, ainsi que l'autonomisation des femmes et des jeunes. Il s'est enorgueilli des importantes avancées réalisées sur certains de ces fronts, notamment la transition démocratique actuellement à l'œuvre dans le monde arabe et au Myanmar. Il a néanmoins appelé les États Membres à élever le niveau de leurs ambitions.

Voyant dans le développement durable le « véhicule de nos espoirs pour l'avenir », le Secrétaire général est revenu sur le lancement, hier, de l'initiative « Énergie durable pour tous ». Il a annoncé qu'il lancerait demain une nouvelle initiative intitulée « L'éducation avant tout » et que de nouvelles contributions pour l'initiative « Renforcement de la nutrition » seront annoncées jeudi. Nous prouvons, sur le terrain, que les partenariats bien pensés peuvent donner des résultats qu'aucun d'entre nous ne pourrait obtenir seul, a affirmé M. Ban.

Conscient du fait qu'il ne reste plus que trois ans avant l'expiration du délai fixé pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Secrétaire général a indiqué que la crise économique ne peut servir de prétexte pour revenir sur des engagements qui, a-t-il fait observer, concernent les besoins fondamentaux de tous les êtres humains. Il a parlé des objectifs de développement durable consacrés à la Conférence Rio+20 et a formulé l'espoir que ceux-ci pourraient déclencher la même « mobilisation remarquable » que les OMD. M. Ban a exhorté les États Membres à conclure un accord juridiquement contraignant sur les changements climatiques d'ici à 2015.

« Tout comme il ne peut y avoir de paix sans développement, il ne peut y avoir de développement sans paix », a enchaîné le Secrétaire général. Il s'est dit gravement préoccupé par la poursuite de la violence en Afghanistan et en République démocratique du Congo, et a exhorté le Soudan et le Soudan du Sud à résoudre les « questions postsécessions » qui demeurent en suspens. Il a en revanche salué le courage et la détermination des dirigeants du Myanmar à avancer sur la voie de la démocratie et de la réconciliation.

M. Ban a également parlé de la crise au Sahel qui, a-t-il déploré, ne fait pas l'objet de suffisamment d'attention et d'appui. La pauvreté, la fragilité, la sécheresse et les tensions sectaires menacent la stabilité dans l'ensemble de la région, a-t-il averti. L'extrémisme est en hausse, les armes faciles à obtenir et les emplois rares. Le Secrétaire général a engagé la communauté internationale à faire un important effort concerté pour répondre à cette « situation alarmante », précisant qu'il présenterait demain les idées de stratégie intégrée de l'ONU en la matière. La situation au Sahel, a-t-il précisé, souligne la nécessité de renforcer le système d'alerte précoce pour le développement. Pour M. Ban, il faut faire davantage pour détecter les remous de la détresse que connaissent les plus pauvres et les plus vulnérables.

Le Secrétaire général a engagé les États Membres à accorder davantage d'attention à la sécurité alimentaire et à renforcer les filets de sécurité, appelant notamment à la hausse des investissements dans l'agriculture durable. Les gouvernements, a-t-il ajouté, doivent s'abstenir d'imposer des barrières commerciales sur les céréales et autres produits agricoles.

Le Secrétaire général s'est ensuite penché sur l'aggravation de la situation en Syrie, y voyant une « catastrophe régionale » aux ramifications mondiales. Il a réclamé une action du Conseil de sécurité et appelé la communauté internationale, dont le Conseil et les pays voisins de la Syrie, à appuyer de manière concrète et forte les efforts de l'Envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes, M. Lakhdar Brahimi. Il faut mettre un terme à la violence et à l'afflux d'armes vers les deux côtés et lancer dès que possible une transition dirigée par les Syriens eux-mêmes.

M. Ban a exhorté la communauté internationale à ne pas détourner le regard alors que la violence dégénère en une spirale incontrôlable. Des abus flagrants des droits de l'homme continuent d'être perpétrés, principalement par le Gouvernement, mais aussi par l'opposition, a accusé le Secrétaire général pour qui « il est de notre devoir de donner un sens concret à la responsabilité de protéger ».

Le Secrétaire général a ensuite estimé que le peuple palestinien doit pouvoir réaliser son rêve de vivre dans son propre État et qu'Israël doit pouvoir vivre dans la paix et la sécurité à l'abri des menaces et des roquettes. La solution à deux États est la seule option viable mais, a-t-il averti, la porte semble être en train de se fermer pour de bon. Il a pointé du doigt la construction des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés.

Il s'est également dit alarmé par les « discours guerriers » prononcés ces dernières semaines. Les dirigeants ont la responsabilité de se servir de leur voix pour apaiser les tensions et pas pour faire monter la température et aggraver les situations volatiles, a-t-il lancé.

Le Secrétaire général a réclamé le succès, à la fin de l'année, de la Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il a exhorté l'Iran à prouver la nature entièrement pacifique de son programme nucléaire et à la République populaire démocratique de Corée à s'avancer vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

M. Ban a ensuite dénoncé « l'acte disgracieux d'un manque de sensibilité flagrant » qui a provoqué, ces deux dernières semaines, « une offense justifiable et une violence injustifiable ». Pour le Secrétaire général, la liberté d'expression et la liberté de réunion sont fondamentales. Mais, a-t-il argué, ces libertés ne sont pas une invitation pour inciter ou commettre des actes de violence.

Le Secrétaire général s'est inquiété de ce que « trop de gens sont prêts à se saisir des petites flammes de la différence pour les transformer en brasiers » et que « trop de gens tolèrent l'intolérance ». Il a appelé « la majorité modérée à ne pas être une majorité silencieuse ». Elle doit s'affranchir et dire aux bigots et aux extrémistes, « vous ne parlez pas pour nous », a-t-il encouragé.

Face à de tels enjeux, a poursuivi le Secrétaire général en français, l'ONU doit continuer à se renouveler. Il a évoqué la création d'un « Secrétariat mondial » capable d'appuyer la présence mondiale de l'ONU, observant que la mobilité du personnel est un premier pas essentiel en la matière. Il a annoncé une proposition à ce sujet dans les toutes prochaines semaines. Il a aussi souligné l'importance de rationaliser le processus budgétaire et de l'ancrer dans la confiance. « La microgestion ne sert les intérêts de personne », a-t-il fait observer. En tant que Secrétaire général, a-t-il ajouté, « je dois avoir assez de marge de manœuvre pour assurer la gestion dans un environnement dynamique ».

M. Ban a aussi parlé de l'importance d'exploiter pleinement le potentiel des partenariats dans tous les domaines et a annoncé qu'il ferait prochainement des propositions précises sur le renforcement des moyens dont l'ONU dispose pour constituer de tels partenariats. Une ONU plus forte, a-t-il affirmé, est indispensable pour tout ce que nous espérons accomplir pour les peuples du monde.

« Ensemble, si nous nous mettons tous à la hauteur de nos responsabilités, nous pourrions répondre aux défis actuels, saisir les chances d'une époque pleine de changements spectaculaires et donner une nouvelle vie aux principes et aux objectifs de notre Charte. »

Déclaration d'ouverture du débat général

M. VUK JEREMIĆ, Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, a affirmé que son pays, la Serbie, avait parcouru au cours de son histoire des périodes de tragédie mais aussi des heures de gloire. Il a, en particulier évoqué la guerre fratricide dans les Balkans ayant laissé des blessures profondes.

Les Nations Unies, a-t-il poursuivi, représentent un grand panthéon d'espoir pour les peuples du monde entier. Toutefois, l'influence de l'ONU sur la scène internationale devient de plus en plus diffuse. Il est de plus en plus difficile de parvenir à un consensus sur les points inscrits à l'ordre du jour, a-t-il observé.

M. Jeremić a également évoqué le printemps arabe qui a permis de faire progresser les aspirations démocratiques des peuples dans certains pays, même si le sort d'autres pays demeure incertain. L'évolution des événements dans cette partie du monde aura des conséquences pour le reste de la planète, a-t-il assuré.

Le Président de l'Assemblée générale a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les principes de la légalité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres de l'ONU. Ces principes sont indispensables, a-t-il martelé, si l'on veut atteindre l'un des buts fondateurs des Nations Unies, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. M. Jeremić a ainsi souligné l'importance de la médiation et du règlement pacifique des différends, thème du débat général de l'Assemblée générale.

Le Président a par ailleurs insisté sur la nécessité d'aboutir au développement durable, l'une des principales ressources en matière de prévention des conflits, a-t-il estimé. Il faut, a-t-il ajouté, travailler avec les États Membres en vue de se rapprocher de plus en plus de cet objectif historique.

Il a notamment rappelé que l'Assemblée générale avait reçu le mandat de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable « Rio+20 » de proposer une liste d'objectifs de développement durable. Ce processus doit passer par le renforcement d'un certain nombre de fonds et programmes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Pour M. Jeremić, l'Assemblée générale doit s'impliquer davantage dans le discours sur le développement durable. De même, doit-elle participer plus activement aux progrès en faveur de la gouvernance mondiale.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le Président de l'Assemblée générale a exprimé son intention de convoquer une réunion informelle de haut niveau visant à mettre en place une concertation entre l'ONU, les institutions financières internationales et les groupements internationaux tels que le G-20. M. Jeremić a également exprimé sa volonté de travailler davantage avec l'Alliance des civilisations pour exploiter de façon plus constructive nos diversités.

« Trouvons la volonté de travailler ensemble et essayons de faire valoir la primauté de la justice », a conclu le Président de l'Assemblée générale, souhaitant que la soixante-septième session marque l'histoire de l'Organisation comme la « session de la paix ».

Débat général

« C'est de nouveau une voix de femme qui ouvre le débat de l'Assemblée générale des Nations Unies », a déclaré Mme DILMA ROUSSEFF, Présidente du Brésil. Elle a plaidé pour que les femmes sur Terre soient à l'abri de toutes formes de discrimination et de violence, capables de s'émanciper, et partant, de contribuer à l'émancipation de tous.

La grave crise économique qui a commencé en 2008 a pris de nouvelles formes préoccupantes, a déploré Mme Rousseff. Le choix des politiques fiscales orthodoxes a aggravé la récession dans les économies développées, avec les répercussions que l'on connaît dans les pays émergents. Il n'y aura pas de réponse efficace à la crise sans une meilleure coordination entre les États Membres des Nations Unies et les organismes multilatéraux comme le G-20, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Pour sa part, le Brésil a adopté des politiques économiques prudentes, réduit sa dette publique et, grâce à des mesures sociales innovantes, sorti 40 millions de personnes de la pauvreté.

Le Brésil a démasqué l'idée fautive selon laquelle les mesures visant à stimuler la croissance sont incompatibles avec les plans d'austérité, a poursuivi la Présidente. « C'est un faux dilemme. » L'histoire a montré que l'austérité, quand elle est exagérée et isolée de la croissance, ne marche pas. Tout en contrôlant son inflation, le Brésil a agi vigoureusement en faveur de l'intégration sociale et de l'élimination de la pauvreté.

Abordant la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Mme Rousseff a fermement condamné la violence en Syrie. En tant que Présidente d'un pays qui est la patrie de millions de personnes d'origine syrienne, elle a appelé les parties au conflit à déposer les armes. « Il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne », a-t-elle affirmé. « La diplomatie et le dialogue sont la seule option. » En tant que Présidente d'un pays où vivent des milliers de Brésiliens musulmans, elle a également condamné la multiplication des comportements islamophobes dans les pays occidentaux.

Mme Rousseff a ensuite jugé urgent d'entreprendre la réforme institutionnelle des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de sécurité. « Nous ne pouvons pas permettre que le Conseil soit remplacé, comme cela a été le cas, par des coalitions constituées sans son accord », a-t-elle insisté, soulignant que le recours à la force sans l'autorisation du Conseil était illégal. La responsabilité de protéger doit, selon elle, être complétée par « la responsabilité tout en protégeant ».

« Le multilatéralisme est plus fort après Rio+20 », a fait par ailleurs remarquer la Présidente du Brésil. Le Gouvernement brésilien s'est notamment engagé à contrôler ses émissions de gaz à effet de serre et à combattre la déforestation de la forêt amazonienne. Mme Rousseff a souhaité que les pays ayant une responsabilité historique plus importante dans les changements climatiques honorent leurs obligations vis-à-vis de la communauté internationale.

Le Brésil continue à œuvrer avec ses voisins pour construire un environnement de démocratie, de paix, de prospérité et de justice sociale, a assuré la Présidente. De grands progrès ont été accomplis pour intégrer la région d'Amérique latine et des Caraïbes. « L'état de droit réalisé pour renverser les régimes autoritaires est préservé et renforcé », s'est-elle félicitée. Elle a réaffirmé son engagement pour une région exempte d'armes de destruction massive et a souhaité que soit levé l'embargo imposé à Cuba, « un anachronisme que condamne l'immense majorité des États Membres de l'ONU ».

M. BARACK OBAMA, Président des États-Unis, a entamé et achevé son intervention en citant l'exemple de Chris Stevens, l'Ambassadeur des États-Unis en Libye, tué dans l'attaque récente contre le Consulat américain à Benghazi. Sa dévotion et son respect pour les peuples du Moyen-Orient se sont développés tout au long de sa vie, a-t-il dit, précisant qu'il s'était rendu à Benghazi dans les premiers jours de la révolution libyenne, où il avait soigné les blessés et élaboré une vision pour l'avenir dans lequel les droits de tous les Libyens seraient respectés.

Chris Stevens travaillait avec enthousiasme et incarnait ce que l'Amérique a de meilleur, a encore déclaré M. Obama, soulignant qu'il avait créé des passerelles entre les cultures et les océans, et s'était profondément investi dans la coopération internationale que les Nations Unies représentent.

Il a agi avec humilité, mais il a aussi défendu une série de principes: une croyance selon laquelle les individus devraient être libres de déterminer leur propre destin et de vivre dans la liberté, la dignité, la justice et l'égalité des chances.

« Les attaques contre nos civils à Benghazi étaient des attaques contre l'Amérique », a-t-il déclaré, ajoutant: « Nous traquerons sans relâche les assassins et les traduirons en justice ». Le Président américain a ajouté que ces attaques n'étaient pas seulement dirigées contre l'Amérique, mais aussi contre les idéaux sur lesquels les Nations Unies ont été fondées: « l'idée selon laquelle les gens peuvent résoudre leurs différends de manière pacifique, la diplomatie peut remplacer la guerre, dans un monde interdépendant, nous avons tous intérêt à travailler vers plus d'occasions à saisir et la sécurité de nos citoyens ».

« Si nous sommes sérieux au sujet de ces idéaux, nous devons parler honnêtement des causes profondes de la crise, parce que nous sommes confrontés à un choix entre les forces qui nous séparent et les espoirs que nous avons en commun », a-t-il dit. « Nous devons réaffirmer que notre avenir sera trouvé par des personnes comme Chris Stevens et non par des assassins. Aujourd'hui, nous devons déclarer que cette violence et l'intolérance n'ont pas leur place entre nos nations unies. »

M. Obama s'est attardé sur le printemps arabe. Les États-Unis, a-t-il dit, ont été à l'appui des forces du changement depuis la révolution tunisienne. L'intervention américaine en Libye s'est déroulée dans le cadre d'une large coalition, avec un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies, a-t-il précisé, car, a-t-il noté, « nous avons les capacités de mettre un terme au massacre des innocents et nous croyions que les aspirations du peuple étaient plus puissantes qu'un tyran ».

Le Président américain a poursuivi en affirmant que le régime de Bashar Al-Assad en Syrie devait prendre fin pour que cessent les souffrances du peuple syrien et qu'une aube nouvelle se dessine.

« Nous avons pris ces positions parce que nous croyons que la liberté et l'autodétermination ne sont pas propres à une culture. Ce ne sont pas simplement des valeurs américaines ou des valeurs occidentales, ce sont des valeurs universelles. »

M. Obama s'est dit convaincu qu'en fin de compte le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple était plus susceptible d'apporter la stabilité, la prospérité et les chances individuelles dans un monde de paix.

Il a alors cité une phrase de Nelson Mandela, pour qui être libre ne signifie pas seulement se libérer de ses chaînes, mais c'est aussi vivre dans le respect et promouvoir la liberté d'autrui. Aboutir à une véritable démocratie, à une véritable liberté est un travail ardu, a-t-il néanmoins admis.

Le Président américain a jugé révoltant la vidéo d'amateurs qui, a-t-il dit, a provoqué une levée de boucliers dans le monde musulman. Le Gouvernement américain n'a rien à voir avec cette vidéo, a-t-il assuré, estimant qu'elle ne constituait pas seulement une insulte aux musulmans, mais aussi à l'Amérique, qui accueille les peuples de toutes les races et de toutes les religions.

M. Obama a néanmoins expliqué que la Constitution américaine protégeait le droit à la libre expression. « En tant que dirigeant, et Commandant en chef de nos forces armées, je m'attends à ce que les gens disent les pires choses à mon égard, et je défendrai toujours leur droit de le faire », a-t-il déclaré. De même, a-t-il poursuivi, « rien ne saurait expliquer ou excuser le meurtre d'innocents ». « Il n'y a aucune vidéo qui justifie une attaque contre une ambassade. Il n'y a pas de calomnie qui puisse être une excuse pour brûler un restaurant au Liban, ou détruire une école à Tunis, ou causer la mort et la destruction au Pakistan. »

Pour le Chef de la Maison Blanche, les États-Unis n'ont pas l'intention et ne chercheront pas à dicter les résultats des transitions démocratiques à l'étranger. C'est une obligation pour les dirigeants de tous les pays d'élever la voix contre la violence et l'extrémisme, a-t-il également souligné. Une politique fondée sur la colère et la division du monde inversera les gains de la coopération internationale et sapera l'œuvre de ceux qui font preuve de tolérance, a-t-il observé, notant que chacun avait intérêt à lutter contre ces forces.

À ses yeux, il est temps en effet d'abandonner cet appel à la violence par la division. L'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui prennent les Coptes d'Égypte pour cible, à ceux qui tyrannisent les femmes et à ceux qui pillent les ressources de leurs pays, a-t-il jugé.

De la même façon, l'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui offensent l'Islam et le Prophète. « Mais pour être crédible, ceux qui condamnent la calomnie doivent aussi condamner la haine que nous voyons dans les images de Jésus-Christ qui sont profanées, la destruction d'églises ou la négation de l'Holocauste. »

Concernant le Moyen-Orient, l'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui veulent tourner le dos au processus de paix israélien, a-t-il affirmé, répétant la position de son pays en faveur d'un État juif d'Israël prospère coexistant avec un État indépendant de Palestine. L'Amérique sera à côté de ceux qui feront ce voyage, a-t-il déclaré.

En Syrie, l'avenir ne sera pas du côté du dictateur qui massacre son peuple, a ajouté M. Obama. « Ensemble, nous devons nous tenir aux côtés des Syriens qui croient en une autre vision d'une Syrie unie et solidaire, où les enfants n'ont pas à craindre leur propre Gouvernement et où tous les Syriens ont leur mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés. »

En Iran, a-t-il poursuivi, « nous voyons une idéologie irresponsable et violente ». Il a précisé que le Gouvernement iranien appuyait un dictateur à Damas et soutenait des groupes terroristes à l'étranger. L'Amérique souhaite trouver une solution par la diplomatie, a-t-il assuré. « Nous avons le temps et les possibilités de le faire, mais ce temps n'est pas indéfini. » Il a également déclaré que les États-Unis feraient tout pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

En outre, le Président américain a rappelé que la guerre en Iraq était terminée. Les soldats américains sont rentrés chez eux et « nous avons commencé une transition en Afghanistan, et l'Amérique et ses alliés achèveront leur guerre comme prévu en 2014 », a-t-il dit, ajoutant également qu'« Al-Qaida a été affaiblie et Oussama Ben Laden n'est plus ».

« Nous nous attachons trop à ce qui nous divise », a conclu le Président américain, promettant: « Les peuples partout luttent pour la liberté de déterminer leur propre avenir. Les États-Unis défendront leurs aspirations partout ».

M. TOMISLAV NIKOLIC, Président de la Serbie, s'est longuement attardé sur la « Déclaration unilatérale d'indépendance autoproclamée par les autorités de la République du Kosovo ». Je ne suis pas un prophète, mais je dois dire que cela représente un dangereux précédent et une menace à long terme à la stabilité de l'ouest des Balkans et au-delà, a-t-il averti. M. Nikolic a fait observer que la majorité des États Membres s'étaient abstenus de reconnaître cette Déclaration. Il les a exhortés à rejeter toute solution qui ne serait pas issue d'un accord clairement défini entre la Serbie et les « parties albanaises » dans le but de maintenir la paix et la stabilité.

Après avoir expliqué qu'en vertu de la Constitution serbe, le Kosovo et le Metohija sont une partie intégrante de la Serbie, M. Nikolic a indiqué que son pays était la victime d'une politique de deux poids, deux mesures. Les principes de respect de l'intégrité territoriale impliquent la prévention des sécessions ou la modification des frontières d'un État internationalement reconnu. Notre lutte contre la Déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo est un combat pour protéger les principes de l'intégrité territoriale, a-t-il ainsi affirmé.

M. Nikolic a ensuite rappelé que la Serbie avait rendu à la justice internationale ses citoyens soupçonnés d'avoir commis des violations graves du droit international. Pour cette raison, nous nous attendons à ce que justice soit faite à notre pays et à notre population qui se sont alignés du côté du droit et de la justice lors des deux guerres mondiales. Comment se fait-il que les règles du droit et de la justice internationale ne soient bafouées à ce point que lorsqu'il s'agit de la Serbie et des Serbes. « On peut parler de discrimination avec raison? » s'est-il emporté, s'insurgeant contre le fait que la Serbie se voit de plus en plus souvent sommée par « les puissants » à faire le choix difficile entre l'abandon du Kosovo et Metohija ou l'abandon de son adhésion à l'Union européenne.

Le Président serbe a indiqué que la Serbie s'était engagée à honorer ses obligations découlant de l'Accord conclu jusqu'à présent, même s'il a dit y voir une manière de répondre aux souhaits de la « partie albanaise » et aux concessions acceptées « sous une forte pression » par les dirigeants serbes d'alors.

La Serbie, a-t-il martelé, n'est pas prête et ne reconnaîtra jamais sous quelque circonstance que se soit, explicitement ou implicitement, la Déclaration unilatérale d'indépendance. M. Nikolic a toutefois assuré que la Serbie prendrait part au suivi des négociations dans le but d'aider l'ensemble des « citoyens du Kosovo et Metohija » à avoir une meilleure vie. La Serbie, a-t-il précisé, ne négociera cependant pas la mise en œuvre de l'indépendance du soi-disant État du Kosovo. Le Président serbe a réclamé des négociations directes au plus haut niveau politique possible, estimant qu'un accord ne pourrait être conclu que de manière consensuelle et dans l'absence d'actions ou de décisions unilatérales.

M. Nikolic a condamné dans les termes les plus fermes toute tentative par la « soi-disant République du Kosovo » de s'accaparer du patrimoine de « l'État serbe médiéval », héritage spirituel du peuple serbe, et la propriété de l'Église orthodoxe serbe dans la province serbe du Kosovo. La tentative

de transformer quatre monastères de l'Église orthodoxe serbe en héritage culturel du soi-disant Kosovo est une tentative flagrante de falsification de l'histoire, a-t-il accusé.

Le Président serbe a également réclamé une enquête sur les allégations de trafic d'organe contenues dans le rapport du Rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Dick Marty. Certains doivent avoir mauvaise conscience car deux ans se sont écoulés depuis la publication de ce rapport, a-t-il lancé. La Serbie ne cherche qu'à connaître le destin des centaines de Serbes qui ont disparu du Kosovo et Metohija et qu'on croit à juste titre victimes d'un trafic d'organes et autres crimes commis au Kosovo et Metohija. Les Serbes, a-t-il par ailleurs fait observer, ont toujours été injustement considérés comme les seuls auteurs de crimes, jamais comme les victimes.

M. BONI YAYI, Président du Bénin et Président de l'Union africaine, a déclaré que le continent africain est confronté à de nombreux défis qu'il ne peut, à lui seul, relever. Aussi, a-t-il espéré que la concertation aidera l'Afrique à trouver les solutions appropriées afin de lui permettre de consacrer ses ressources et son énergie au développement durable et au bien-être des populations. Il a ensuite énuméré les contraintes au développement: la circulation illicite et massive des armes légères et de petit calibre, la recrudescence des actes terroristes dans la zone Sahélo-sahélienne, les activités liées aux crimes transnationaux, la piraterie et les vols à main armée, la persistance du chômage, la malnutrition chronique dans de nombreux pays, la dégradation et l'érosion des sols, la récurrence des catastrophes naturelles et la mauvaise gouvernance dans les relations économiques internationales.

M. Yayi a tout de même trouvé quelques motifs de satisfaction en parlant des différents scrutins qui ont eu lieu dans plusieurs États africains en 2011 et 2012. Il a aussi évoqué « les diligences de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), appuyées par l'Union africaine pour régler les graves crises sécuritaires et institutionnelles intervenues notamment au Mali et en Guinée-Bissau ». Il a noté les efforts entrepris par les pays de la région des Grands Lacs, en vue de mettre fin rapidement aux combats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Enfin, il a salué le peuple somalien pour sa capacité de résilience qu'illustre l'élection du nouveau Président M. Hassan Cheick Mohamoud.

M. Yayi est revenu sur les autres difficultés en évoquant la propagation des idéologies fondamentalistes et les agissements des tenants de ces idéologies. À ses yeux, tout cela témoigne des crises qui secouent également le système de gouvernance mondiale. C'est ainsi qu'il a souhaité l'aboutissement de la réforme du Conseil de sécurité pour en faire un organe inclusif « où aura été réparée l'injustice historique faite à l'Afrique ». Au passage, il a souligné que 80% des questions débattues par le Conseil concernent des dossiers africains. Ces réformes doivent être complétées par un dispositif offrant à la jeunesse et aux femmes l'opportunité de s'impliquer davantage dans la vie des Nations Unies.

Le Président a mis en garde contre des performances économiques africaines, en 2011, qui ont été affectées par les soulèvements en Afrique du Nord et les crises et conflits dans plusieurs États.

M. Yayi a aussi réservé ses derniers mots au problème du déficit alimentaire sur le continent qui affecte 34 pays, à la lutte contre le VIH/sida, au paludisme et à la tuberculose.

M. SAULI NIINISTO, Président de la République de Finlande, a affirmé que l'ONU était une instance universelle pour la coopération car elle dispose d'une légitimité singulière. Il a fait remarquer que la Finlande était candidate pour occuper un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2013-2014. « Nous pensons pouvoir apporter notre contribution et sommes prêts à rechercher des solutions constructives et équitables pour résoudre les problèmes communs », a-t-il dit. En tant que petit État Membre ne participant à aucune alliance militaire, il a également souligné que son pays jouissait du plein appui d'autres pays nordiques. M. Niinisto a expliqué que la Finlande avait participé à des opérations de maintien de la paix de l'ONU depuis qu'elle est membre de l'Organisation. Son pays est prêt à partager les compétences qu'il a pu acquérir dans la formation des Casques bleus. « Notre centre de formation baptisé 'FINCENT' est à votre service », a-t-il ajouté.

En fin de compte, la paix est édiflée par les civils et la Finlande accorde une attention particulière à cette question, ainsi qu'aux efforts de médiation. « Mon prédécesseur, le Président Martti Ahtisaari s'est vu décerner un prix Nobel pour sa longue carrière en tant que médiateur », a-t-il fait observer. Il s'est félicité de ce que le Secrétaire général mette bientôt à la disposition des États Membres et des organisations régionales ses directives sur la médiation et a encouragé celui-ci à utiliser pleinement les pouvoirs que lui confère la Charte à cet égard. Enfin, le Président finlandais a insisté sur la réduction de la pauvreté en tant qu'instrument pour rétablir la paix dans de nombreuses régions. « La Finlande est, depuis plus d'un demi-siècle, un partenaire fiable pour les pays en développement et, malgré les pressions budgétaires qui existent au sein de la zone euro, elle est parvenue à porter son budget annuel de la coopération au développement à 1,5 milliard de dollars américains », a-t-il souligné.

En matière de paix et de sécurité, M. Niinisto a considéré que les armes de destruction massive demeuraient une menace existentielle au niveau international. Il a annoncé que la Finlande était prête à accueillir, cette année, une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il a souligné que l'ONU avait joué un rôle décisif en Lybie mais a regretté le fait que la situation s'aggrave en Syrie. « Le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de jouer son rôle de chef de file qu'il doit assumer en vertu de la Charte et tous ses membres doivent coopérer pour trouver une issue à la crise », a-t-il ajouté. Avant de conclure, il a émis l'espoir que, dans quelques semaines, les États Membres confient à la Finlande les pouvoirs et les responsabilités qui vont de pair avec la tâche de membre non permanent du Conseil de sécurité.

M. DEMETRIS CHRISTOFIAS, Président de Chypre, a déclaré que son pays encourageait la Tunisie, l'Égypte, le Yémen et la Lybie sur la voie de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit. Il a condamné la violence et les massacres de civils innocents en Syrie et s'est dit prêt à contribuer aux efforts internationaux entrepris pour gérer la crise et trouver une solution politique.

Chypre continue à vivre avec les conséquences de l'invasion et de l'occupation turques, a souligné le Président. La Turquie viole les droits de l'homme et les libertés fondamentales de dizaines de milliers de personnes déplacées. Après son élection en 2008, M. Christofias a pris l'initiative, avec le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, de mettre un terme à l'impasse et de lancer un nouveau processus de négociations directes avec le dirigeant de la communauté chypriote turque, M. Mehmet Ali Talat. Or, depuis 2010, le nouveau dirigeant de cette communauté, M. Dervis Eroğlu, a rompu les engagements pris par son prédécesseur. En mars dernier, alors que Chypre assumait la Présidence de l'Union européenne, il a quitté les négociations.

Le processus de négociations sur Chypre est encadré par la résolution 2026 (2011) du Conseil de sécurité, a rappelé M. Christofias. Mon gouvernement, a-t-il affirmé, est déterminé à le reprendre de bonne foi, en vue de parvenir à une fédération bizonale, bicommunale et dotée d'une personnalité internationale ainsi que d'une citoyenneté et d'une souveraineté uniques. Il a appelé l'autre partie à revenir à la table des négociations, à poursuivre le dialogue et à partager sa vision d'un pays « libre et uni ».

Alarmé par le comportement de la Turquie qui sape la souveraineté de Chypre en faisant une démonstration de sa force militaire autour de l'île, le Président a noté que la Turquie n'avait pas signé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et ne respectait pas le droit international coutumier. La Turquie n'a jamais proclamé de zone économique exclusive ni conclu d'accords délimitant cette zone ou le plateau continental dans l'est de la Méditerranée. « La Turquie se comporte comme si la République de Chypre n'existait pas sur la carte de la région », a déploré M. Christofias. Il a appelé la Turquie à cesser ses provocations et a fait une fois de plus valoir que, « dans un pays réunifié, les ressources naturelles, y compris les hydrocarbures, constitueront une richesse commune pour tous les Chypriotes ».

CHEIKH HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI, Émir du Qatar, a constaté que le monde arabe traversait une période difficile et pleine de risques, mais également d'espoirs. S'adressant à « ceux qui pourraient être mis mal à l'aise par ce qu'ils y voient et entendent », il a assuré que c'était là les soubresauts d'une nation qui reprenait enfin sa marche après avoir été victime de la dictature, de la dépendance et de la corruption. Il a rappelé la guerre civile américaine et les importants troubles qui ont précédé l'unité européenne ou le succès de l'Asie, pour arguer que ce qui se passe dans sa région était « naturel et historique ». En outre, à la différence du reste du monde, l'évolution de la situation dans le monde arabe se fait sous le feu des projecteurs et sous l'influence des médias électroniques sans aucune barrière ou protection de quelque sorte que ce soit.

Le processus de transition est menacé de toute part, a-t-il prévenu, en formulant l'espoir que l'Assemblée générale prendrait position pour appuyer la transformation historique actuellement en cours dans le monde arabe.

M. Al-Thani s'est plus particulièrement penché sur la situation en Syrie. Constatant que tous les efforts possibles avaient été déployés en vain et que le Conseil de sécurité avait échoué à prendre position, il a estimé que le temps était venu pour les États arabes de s'ingérer et de « faire ce qui est nécessaire » pour mettre un terme à l'effusion de sang. Il a argué qu'une situation analogue s'était présentée dans les années 70 lorsque les forces arabes sont intervenues au Liban.

Malgré toutes les souffrances du Moyen-Orient, le cœur du problème demeure la question palestinienne, a dit l'Émir. Il a constaté que le processus de paix se trouvait au point mort à cause des colonies de peuplement. Comment se fait-il que la communauté internationale ne fait rien pour mettre en œuvre les résolutions pertinentes? Pourquoi le Conseil de sécurité n'adopte-t-il pas une résolution pour contraindre Israël à mettre un terme au blocus imposé à Gaza et à sa politique de peuplement? a-t-il fait mine de s'interroger.

M. Al-Thani a ensuite affirmé son attachement à la liberté d'expression, estimant toutefois qu'elle ne devait pas outrepasser certaines limites et devenir un outil pour blesser ou insulter la dignité d'autrui. Il a rappelé que son gouvernement avait réclamé un dialogue entre les civilisations et les religions et que le Qatar avait également établi le Centre international pour le dialogue interconfessionnel. Il a engagé « tout ceux qui font preuve de sagesse et de raison » et « ceux qui ont le pouvoir de décision au niveau international » à rédiger des lois internationalement agréées pour prévenir le blasphème tout en protégeant la liberté d'expression.

L'Émir du Qatar a par ailleurs annoncé que son pays accueillerait la dix-huitième Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, précisant que cette Conférence pourrait être l'occasion de rédiger une feuille de route contre les effets néfastes de ce phénomène.

M. ROSEN PLEVNELIEV, Président de la Bulgarie, a réaffirmé que le principe de l'état de droit est à la base d'un système de relations internationales pacifiques et prévisibles. Avec des conflits de plus en plus complexes, il s'est dit d'avis que la médiation et les bons offices devraient être les instruments privilégiés pour éviter l'escalade des tensions. Il a également mis l'accent sur la nécessité d'appliquer la justice pour combattre le terrorisme, saisissant cette occasion pour condamner à nouveau l'attentat terroriste qui a coûté la vie à cinq Israéliens en juillet dernier en Bulgarie.

« Mon pays ne ménagera aucun effort pour traduire en justice les responsables de cet attentat », a-t-il déclaré. Il a également condamné les actes de violence qui ont été commis récemment au nom des croyances religieuses. Toutes les parties concernées doivent, selon lui, faire preuve de tolérance et éviter les actes de provocation car cela peut nuire à la paix et la stabilité. Abordant la situation en Syrie, le Président a appuyé les initiatives solidaires lancées par l'Union européenne pour venir en aide à la population civile. La Bulgarie, a-t-il dit, soutient les groupes d'opposition syriens dans leurs efforts d'unification pour représenter une alternative crédible au régime actuel, a précisé le Président.

Face aux processus de transition démocratique engagés dans la foulée du printemps arabe, il a salué les réformes politiques et constitutionnelles en cours dans un certain nombre de pays. Il a voulu que l'on ne perde pas de vue le processus de paix au Moyen-Orient qui doit impérativement être réactivé. Il a également abordé la question du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive, deux domaines qui, selon lui, exigent une volonté politique ferme et des actions concrètes de la communauté internationale. Cela devrait notamment se traduire par le renforcement du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et de la Convention sur les armes chimiques. À ce sujet, le Président a exhorté l'Iran à coopérer pleinement avec l'AIEA.

Il a annoncé la volonté de la Bulgarie de se porter candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2019-2021. Il a également réaffirmé l'engagement de son pays en faveur du processus d'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe du Sud-Est et des Balkans.

M. SUSILO BAMBANG YUDHOYONO, Président de l'Indonésie, a rappelé qu'au cours des décennies qui ont suivi leur création, les Nations Unies avaient développé un certain nombre d'instruments pour régler les conflits sous tous leurs aspects. La question qui doit désormais être posée est celle de savoir si ces instruments sont appropriés pour régler toute la gamme de conflits auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui, a-t-il ajouté. Ceci est clairement évident dans la crise syrienne, a-t-il dit, soulignant la paralysie de l'Organisation pour répondre à la situation. « Il n'y a aucune fin du conflit en vue, et il semble que nous n'ayons pas vu le pire de la crise », a-t-il estimé, appelant le Conseil de sécurité à s'unir maintenant et à agir de façon décisive, conformément à la Charte des Nations Unies, pour ramener la situation sous contrôle.

Le Président indonésien, qui a expliqué que le monde était passé de la période de la guerre froide à celle d'une « paix tiède », a mis l'accent sur la nécessité de tenter de nouvelles approches et de se montrer plus imaginatif. Il s'agit tout d'abord, d'évoluer vers une nouvelle pensée stratégique. M. Yudhoyono a ainsi plaidé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, un Conseil qui refléterait la réalité stratégique du XXIe siècle et garantirait la sécurité de tous.

Ensuite, il conviendra d'œuvrer à perfectionner les instruments de paix, a-t-il dit, soulignant l'importance d'un régionalisme fort. Le Président indonésien a ajouté qu'avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), fondée en 1967, le régionalisme avait ainsi pu démontrer qu'il était une force de paix et de coopération.

M. Yudhoyono, insistant sur la nécessité d'évoluer vers une culture universelle de tolérance mutuelle à l'égard des convictions religieuses individuelles, a plaidé en faveur d'un instrument international efficace visant à empêcher toute hostilité ou toute violence basée sur des religions ou des

croyances. Cet instrument, a-t-il expliqué, serait le fruit d'un consensus international et constituerait un élément de référence auquel devra se conformer la communauté internationale. Il convient également, a-t-il poursuivi, de promouvoir la poursuite du dialogue entre les croyances, les civilisations et les cultures.

M. MIKHEIL SAAKASHVILI, Président de la Géorgie, a commencé son discours par une défense vigoureuse des « sociétés ouvertes », qui bien loin d'être sans défis, sont des sociétés où le perfectionnement du bien commun se fait par le biais d'un processus chaotique et douloureux.

Mentionnant les abus terribles mis en lumière la semaine dernière dans les prisons géorgiennes, le Président Saakashvili a rappelé qu'il avait agi de manière vigoureuse et rapide en limogeant les responsables de ces abus. C'est ainsi que les démocraties apprennent de leurs erreurs, a-t-il poursuivi, soulignant l'engagement renouvelé de son gouvernement en faveur d'une société ouverte.

« Construire et défendre une société ouverte nécessite un apprentissage douloureux et une prise de risque élevée », a déclaré le Président géorgien, en prenant l'exemple de son pays et des récents événements au Myanmar, que « ces risques valaient la peine d'être pris ».

Rappelant que son pays était à la veille d'élections cruciales, le Président Saakashvili a souhaité attirer l'attention sur les récents développements se déroulant dans son pays, estimant qu'ils s'inséraient dans une thématique plus globale, celle, en l'occurrence, de la pérennité de la quête pour la liberté et la démocratie.

« Je suis venu vous dire que la Géorgie restera une société ouverte », a-t-il déclaré, indiquant que les élections du 1^{er} octobre prochain se tiendront de manière encore plus libre et plus transparente que celles qui se sont tenues ces dernières années. Détaillant les mesures prises pour œuvrer à l'impartialité de ces élections, notamment un respect accru du temps de parole pour tous les partis politiques, l'adoption d'un code de conduite pour éliminer l'intimidation politique et la présence d'observateurs de diverses organisations internationales, il a regretté que certains acteurs du paysage politique géorgien cherchent à fragiliser la légitimité des institutions démocratiques du pays.

« Le 1^{er} octobre prochain, en dépit des manœuvres pour l'entraver, le peuple géorgien fera son choix », a affirmé le Président. « Mais la démocratie géorgienne ne prévaudra que si les élections géorgiennes restent un processus géorgien », a-t-il averti, souhaitant attirer l'attention sur les menaces extérieures à la sécurité de son pays.

Comme l'a signalé la mission de surveillance de l'Union européenne, les forces russes ont renforcé leur présence en Ossétie du Sud, en violation de leurs obligations, a poursuivi le Président géorgien, qualifiant « d'irresponsable et de provocatrice » la décision de l'armée russe de procéder à des exercices militaires dans le nord et le sud du Caucase à la veille des élections géorgiennes.

Le Président géorgien a exhorté les amis et alliés de la Géorgie à ne pas ignorer ces développements préoccupants et à rester vigilants afin que ne soit pas réédité en 2012, ce qui s'est passé en 2008 et, en particulier, en 1921 où l'indépendance de la Géorgie fut violemment supprimée. Rappelant que les Nations Unies avaient été créées pour défendre l'intégrité territoriale de toutes les nations, il a exhorté l'Assemblée générale à faire en sorte « que les requins ne mangent pas les petits poissons sans que le monde ne réagisse ».

La transformation de la Géorgie, qui « génère l'hostilité de ceux qui se sentent menacés par la liberté, est importante pour toute la région postsoviétique », a déclaré le Président Saakashvili, rappelant que la criminalité, la corruption, la domination, l'oppression et le désespoir faisaient partie intégrante de l'héritage de l'Union soviétique.

La Géorgie fait l'objet de menaces régulières de destruction, en raison précisément du chemin de liberté qu'elle a emprunté. Le soviétisme et l'esclavage n'étaient pas son destin et son peuple connaît « le prix de la liberté ». « La violence et l'intimidation ne peuvent jamais être légitimées et une minorité ne peut jamais faire prévaloir ses vues sur celles de la majorité », a conclu le Président géorgien.

M. DANILLO MEDINA SANCHEZ, Président de la République dominicaine, a dit que la croissance économique seule n'est pas suffisante pour réduire les inégalités sociales et améliorer la qualité de vie des populations. Au contraire, a-t-il dit, l'expérience montre que des croissances économiques saines peuvent être stimulées grâce à l'amélioration de la qualité de vie et des mesures de réduction de la pauvreté. Il a appelé à repenser « le concept de développement » au sein du système financier international, en insistant sur le fait que l'équité et la durabilité sont deux faces d'une même pièce qui fondent le développement humain.

Avec une population mondiale de 7 milliards d'habitants, dont 3 milliards de jeunes de moins de 25 ans, soit 43%, et 2 milliards, soit 33%, vivant avec moins de 2 dollars par jour, le Président a jugé que l'optimisme d'une diversité de mesures internationales de la pauvreté était en contradiction totale avec la réalité de cette pauvreté sur le terrain. Il a rappelé que le niveau de pauvreté d'une famille et d'une communauté ne se limitait pas au revenu.

Alors que le taux de chômage des jeunes actifs de 15 à 24 ans est passé de 11,9 à 13% dans le monde entre 2007 et 2009, M. Sanchez a estimé que les investissements sociaux dans l'éducation, la jeunesse, la santé et l'emploi des jeunes étaient indispensables pour construire des économies à base solide et stoppant la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. C'est en renforçant les capacités des jeunes que nous leur permettrons d'augmenter leurs revenus, a-t-il insisté. Il a cité Adam Smith, père de l'économie libérale, qui a inclus dans sa définition de la pauvreté des aspects sociaux et culturels tels que « l'incapacité d'apparaître en public sans avoir honte ».

Le Président a fait siens les propos du prix Nobel des sciences économiques, Amartya Sen, qui a jugé nécessaire d'élargir le concept de pauvreté pour y incorporer des dimensions de participation, d'intégration sociale et des besoins de base non assouvis, afin d'être en mesure de développer des solutions plus exhaustives et plus efficaces. Il a insisté sur le fait que la réduction de la pauvreté offrait des moyens de stimuler la croissance de la production des biens et des services et de libérer des phases dynamiques de la croissance et de développement. Alors que la majorité des organisations internationales continuent d'employer des mesures unidimensionnelles basées sur le revenu monétaire, M. Sanchez les a exhortées à recourir à des indicateurs plus riches et plus diversifiés pour mieux mesurer toute la complexité de la nature dynamique du développement humain.

M. FRANÇOIS HOLLANDE, Président de la France, qui a précisé qu'il s'exprimait pour la première fois à cette tribune au nom de son pays, a dit être venu pour « rappeler des valeurs qui n'appartiennent à aucun peuple, qui ne sont la propriété d'aucune nation, qui ne sont le privilège d'aucun continent, mais que la France a toujours proclamées et défendues: la paix, la justice, le progrès, la solidarité » et « rappeler des droits qui sont ceux de tout être humain: la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression ».

Selon M. Hollande, la mission des Nations Unies est de nous permettre de trouver ensemble des réponses justes et fortes aux défis que constitue la violation de ces droits. Si l'ONU a pu, ces dernières années, mettre fin à des conflits meurtriers et prévenir des affrontements sanglants, l'Organisation demeure, dans le même temps, « par inertie, par division, par blocage de nos institutions, incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples ». Il appartient alors de « prendre pleinement nos responsabilités », en réformant d'abord l'Organisation.

Le Président français a ainsi jugé que le Conseil de sécurité devait « mieux refléter les équilibres du monde d'aujourd'hui », la France appuyant en ce sens la demande d'élargissement formulée par l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil, et étant favorable à une présence accrue de l'Afrique.

Il convient également d'« agir ensemble » et d'« agir vite, car il y a urgence ». « L'urgence, c'est d'abord la Syrie, a-t-il expliqué, se disant convaincu que le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations. » Il a précisé que la France reconnaîtrait le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, lorsqu'il serait formé. Il a, en attendant, demandé que les Nations Unies accordent dès maintenant au peuple syrien le soutien qu'il réclame et protègent les zones libérées, en assurant une aide humanitaire pour les réfugiés. Il a ajouté que la communauté internationale ne resterait pas inerte si les dirigeants de Damas venaient à utiliser des armes chimiques.

L'urgence, a poursuivi M. Hollande, c'est aussi de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, selon lui, la plus grave des menaces contre la paix et la sécurité internationales. Il a ainsi déclaré que la France, avec ses partenaires européens, était prête à prendre de nouvelles sanctions contre la République islamique d'Iran.

« Dans cette région du Moyen-Orient, l'urgence, c'est de trouver enfin une issue au conflit israélo-palestinien », sachant que « le *statu quo* n'est pas une réponse », mais une « impasse ».

« L'urgence, c'est enfin le Sahel », a encore affirmé le Chef de l'État français, appelant à aider les pays de la région à « trouver ensemble une réponse politique, économique et humanitaire », l'Union africaine et la CEDEAO devant prendre des « décisions courageuses ». La France, a-t-il déclaré, « soutiendra les initiatives que prendront les Africains, à partir de la légalité internationale que leur confèrera une résolution du Conseil de sécurité. « Il s'agit de permettre au Mali de retrouver, le plus vite possible, son intégrité territoriale » et d'éliminer la menace du terrorisme.

S'agissant des défis globaux du développement, M. Hollande a plaidé pour que soit « mis en place sans tarder un agenda alliant croissance économique, réduction de la pauvreté et des inégalités, progrès social, et protection de l'environnement ». Il faut, a-t-il dit, « parvenir à un accord mondial sur le climat d'ici à 2015 ». Il a annoncé que la France était « disponible pour accueillir à cette date la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques ». Parallèlement, la France souhaite la mise en place d'une Organisation des Nations Unies pour l'environnement, basée en Afrique.

Le Président français a ajouté que son pays plaidait « avec force » en faveur de l'instauration d'une taxe sur les transactions financières à laquelle plusieurs pays de l'Union européenne ont déjà donné leur accord. M. Hollande a par ailleurs mis l'accent sur la nécessité de définir et de mettre en œuvre une stratégie mondiale de lutte contre la drogue. De même, « la France est résolument engagée dans la conclusion d'un traité universel sur le commerce des armes ».

M. Hollande a rappelé que cette Assemblée a affirmé, en 2005, un principe: les États ont la responsabilité d'assurer la sécurité de leurs civils. Et s'ils venaient à manquer à cette obligation, l'ONU s'est engagée à l'assumer à leur place. « N'enterrons pas cette promesse », a dit le Président français, en pensant, en particulier, à la République démocratique du Congo, « où, de surcroît, les ingérences étrangères doivent cesser ».

Voilà les orientations que la France défendra aux Nations Unies qui doivent être le cadre de la gouvernance mondiale. Mais, a ajouté le Président, j'ai dit aussi ce qui menace notre Organisation: l'indécision, la lourdeur des procédures, l'enlèvement, l'impuissance face à des périls qui, eux, n'attendent pas. « Alors agissons, prenons nos responsabilités, soyons à la hauteur des attentes des peuples du monde. La France y est prête. »

Mme DALIA GRYBAUSKAITĖ, Présidente de la Lituanie, a centré son intervention sur la question de l'énergie, rappelant notamment que les désaccords sur ce sujet étaient toujours à l'origine de conflits et de tensions de toutes sortes. Elle a souligné l'importance d'augmenter la durabilité de l'énergie sur le plan mondial, se félicitant notamment de l'initiative « Énergie durable pour tous » lancée par le Secrétaire général. Selon Mme Grybauskaitė, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la diversification des sources énergétiques et un accès mondial à l'énergie sont les objectifs à atteindre.

La Présidente a également appelé les États Membres à veiller à ce que les inégalités d'accès à l'énergie deviennent une source de coopération et non de tensions. On ne doit pas se servir de la dépendance énergétique comme d'un instrument de chantage politique ou économique, a-t-elle souligné, en attirant l'attention sur des pratiques, comme la fixation des prix et « l'abus des monopoles », qui entravent le développement, la sécurité et l'efficacité.

Pour prévenir les conflits liés à l'énergie, il importe, a-t-elle dit, de conclure des accords internationaux qui établiraient clairement que le fait de se servir de l'énergie pour réaliser des avancées politiques est inacceptable. En outre, les institutions internationales doivent bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour pouvoir sanctionner les activités qui entravent la libre circulation des ressources énergétiques ou qui établissent des prix injustes.

Mme Grybauskaitė a estimé que toute décision prise au niveau national pour développer l'énergie nucléaire pouvait avoir un impact transfrontalier « dévastateur » et devait faire l'objet d'une recherche minutieuse. Convaincue qu'il n'y aura ni durabilité, ni développement, ni coopération pacifique sans sécurité nucléaire, la Présidente s'est félicitée des actions prises par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour améliorer le système de contrôle.

M. DON PORFIRIO LOBA SOSA, Président du Honduras, a souligné que la richesse de la diversité humaine était représentée à l'Assemblée générale. « Nous y œuvrons sans relâche pour surmonter nos différences et trouver des réponses à nos problèmes communs », a-t-il assuré. Le Honduras a reconnu depuis plusieurs années la nécessité d'un processus de réformes dans tous les secteurs pour garantir le respect des droits individuels. Le Gouvernement promeut ainsi l'égalité des hommes et des femmes, notamment en matière électorale, et le Congrès a approuvé en avril dernier, la loi contre la traite des personnes. Après avoir célébré cette année les personnes d'ascendance africaine, le Honduras célébrera l'année prochaine les peuples autochtones.

Le Président a mis ensuite l'accent sur la criminalité transnationale organisée dont les activités économiques illicites représentent 10% du produit intérieur brut mondial. D'après lui, ce phénomène « contamine dangereusement nos sociétés et gouvernements, et constitue une menace pour la sécurité internationale qui doit être analysée et combattue par tous les États Membres des Nations Unies ». Le Honduras, en particulier, est victime de « l'appétit insatiable » des pays en développement pour les drogues et de l'avarice des producteurs et des trafiquants. Or, le Honduras n'est ni consommateur, ni producteur. « Les trafiquants viennent du Sud et du Nord, mais les morts sont Honduriens, les mères qui souffrent sont Honduriennes et les orphelins aussi. » Le Honduras prend toutes les mesures

institutionnelles qui s'imposent pour défendre sa souveraineté et l'intégrité de son territoire. Des programmes de prévention ont été mis en place pour ouvrir de nouveaux horizons aux jeunes menacés par cette violence.

Les efforts entrepris commencent à produire des résultats, a affirmé M. Sosa. Les derniers chiffres de l'Observatoire indépendant sur la violence au Honduras montrent que le nombre d'homicides a baissé de 8,5% cette année. Après avoir fait remarquer que la lutte contre le trafic illicite des drogues relevait de la responsabilité partagée des États, il a salué la collaboration de la Colombie et du Chili, ainsi que le récent Mémoire d'accord signé avec les États-Unis et les mesures prises par la Bolivie en matière de zones exclusives aériennes.

Par ailleurs, le Honduras accorde aujourd'hui une importance prioritaire au droit à l'éducation des filles et des garçons, a indiqué le Président. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a constaté que 600 jours de classe environ avaient été perdus dans ce pays au cours des 10 dernières années. Le pays doit également poursuivre ses efforts pour permettre un meilleur accès des pauvres aux secteurs productifs de l'économie nationale. Enfin, sa situation géographique fait du Honduras un pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques, a ajouté M. Sosa. C'est la raison pour laquelle sa participation aux forums spécialisés et à Rio+20 est décisive.

M. HIFIKEPUNYE POHAMBAMBA, Président de la Namibie, a estimé que l'égalité souveraine, l'intégrité territoriale et l'indépendance des États constituaient les piliers du droit international et la base des relations pacifiques entre États. À cet égard, il a jugé important que les Nations Unies prennent en compte le point de vue des organisations régionales dans les domaines de la médiation et du maintien de la paix. En Afrique, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a toujours coopéré avec le Conseil de sécurité de l'ONU pour tenter de régler les conflits. De même, la sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a mis en place des initiatives pour résoudre des différends politiques par la médiation.

Préoccupé par la détérioration de la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Président a prié la communauté internationale d'appuyer l'initiative régionale visant à résoudre ce conflit et de fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées. Il a demandé aux pays voisins d'œuvrer en ce sens avec les autorités congolaises et de faire en sorte que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC ne soient pas violées. Il a également appelé le Soudan et le Soudan du Sud à trouver une solution pacifique à leurs différends. M. Pohamba a salué ensuite les développements politiques récents en Somalie et l'élection du Président Hassan Sheikh Mohamoud.

Par ailleurs, la Namibie attache une grande importance au développement durable et à la recherche des meilleurs moyens de combattre les effets adverses des changements climatiques. Le Président a sollicité l'accord des États Membres pour accueillir le Secrétariat du Fonds vert pour le climat, dans sa capitale, Windhoek. Enfin, il a indiqué qu'il appuyait la position africaine commune sur la réforme du Conseil de sécurité.

M. PAUL KAGAME, Président du Rwanda, a déclaré que les conflits qui éloignent les nations du développement naissent quand les peuples se sentent exclus des décisions qui affectent leur vie quotidienne. Les points chauds du globe montrent en effet les conséquences dangereuses d'une citoyenneté brimée. L'analyse des aspects politiques et culturels sont la clef pour trouver des solutions à ces conflits, a insisté le Président. Il n'existe pas de solution unique. Ces questions sont complexes et doivent être traitées comme telles si l'on veut les meilleurs résultats possibles, a prévenu le Président.

Les liens entre conflit et développement sont souvent ignorés, a-t-il regretté. La promotion du développement doit être la priorité. L'enjeu est de taille car les conflits coûtent environ 30 ans au produit national brut; les acquis durement engrangés étant perdus. La sécurité et le développement ne pouvant se réaliser l'un sans l'autre, chacun a un rôle à jouer, du citoyen ordinaire aux leaders mondiaux en passant par les organisations internationales comme les Nations Unies, a dit le Président. Il a souligné que les initiatives locales et régionales donnent plus de résultats parce qu'elles se fondent sur une meilleure compréhension du terrain. Ces initiatives doivent être renforcées.

En 50 ans de présence à l'ONU, le Rwanda a été détruit par l'exclusion politique et par un génocide, a rappelé le Président, qui s'est dit obligé de le rappeler parce que le Rwanda a souscrit aux idéaux fondateurs de l'ONU. Le Rwanda tient donc à une Organisation plus efficace. Il contribue aux divers programmes de paix et de développement de l'ONU et espère en faire encore plus. Les défis semblent énormes mais le Rwanda est déterminé à faire davantage.

Mme EVELINE WIDMER-SCHLUMPF, Présidente de la Confédération suisse, a rappelé que la Suisse a adhéré à l'ONU il y a 10 ans en devenant à l'époque le 190^e État Membre et le premier pays dont les citoyens ont pu décider de l'adhésion par votation populaire. Mettant l'accent sur les défis

importants et urgents auxquels nous sommes confrontés, Mme Widmer-Schlumpf a cité les changements climatiques, les pénuries de nourriture et d'eau, les migrations, la criminalité organisée, le terrorisme et la prolifération des armes.

Au vu de l'interdépendance croissante de ces défis, la Présidente a dit que l'ONU est plus importante que jamais et doit être au centre de la gouvernance internationale. Elle a ajouté que l'ONU sera efficace si elle parvient à moderniser et améliorer ses processus afin de pouvoir agir de manière plus rapide et coordonnée malgré la pression budgétaire croissante. C'est pourquoi, elle a appuyé le projet de réforme porté par le Secrétaire général de l'ONU en appelant à sa mise en œuvre rapide.

Estimant que les structures actuelles de l'ONU n'incitent pas à sortir des sentiers battus, elle a dit qu'une intensification des échanges non seulement au sein de l'ONU, mais aussi entre l'ONU et les milieux scientifiques, la société civile et le secteur privé favoriserait la créativité et assurerait aux activités de l'ONU un soutien plus large. De tels échanges sont encouragés de manière ciblée au siège de l'ONU à Genève, a-t-elle rappelé en arguant que le recours au droit de veto au sein du Conseil de sécurité est difficilement justifiable en cas de génocides, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. C'est pourquoi la Suisse, conjointement avec d'autres pays, continue de revendiquer une réforme des méthodes de travail du Conseil de sécurité. En effet, la transparence et la collaboration de ce dernier avec les autres organes de l'ONU doivent être améliorées, et le droit de veto limité.

La Présidente a appelé à aller plus loin dans les domaines de la médiation et de la diplomatie préventive, en notant que la majeure partie du budget de l'ONU reste consacrée aux opérations de maintien de la paix. « Mieux vaut prévenir que guérir, cela vaut pour les individus comme pour les États », a-t-elle insisté. Lorsque la prévention ne suffit pas, la communauté internationale doit agir fermement et l'ONU doit se montrer capable d'agir et de s'imposer, a-t-elle encore dit.

La Suisse suit avec inquiétude l'aggravation dramatique de la situation en Syrie où les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont bafoués. La Suisse a débloqué plus de 15 millions de dollars pour l'aide humanitaire en Syrie et dans les pays voisins. La Suisse mène aussi un groupe composé de quelque 30 pays qui demandent que la Cour pénale internationale se saisisse du cas de la Syrie. La Présidente a exhorté la communauté internationale à prendre conscience de la gravité des violations des droits de l'homme commises en Syrie et a salué le travail de la Commission d'enquête instituée par le Conseil des droits de l'homme, en demandant le renforcement.

S'agissant des objectifs de développement durable, elle a déclaré que tout ou presque va dépendre de la réussite du passage à un développement durable et de la transition vers une « économie verte ». Elle a estimé que le Document final de Rio+20 nous offre une chance qu'il faut saisir. Elle a précisé que la Suisse fournira toute sa contribution dans le cadre du partage des efforts à accomplir entre le Nord et le Sud. Elle a appelé à mettre en place sans tarder le Fonds vert pour le climat qui sera un élément clef du financement de la transition. Elle a ajouté que le passage à une économie verte exige de nouveaux modes de pensée et d'action.

La Présidente a dit l'importance de l'Agenda post-2015 qui nous permet de tirer profit des expériences faites avec les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'élaborer pour la première fois un ensemble d'objectifs universels pour le bien-être des générations futures du monde entier. Citant le philosophe romain Sénèque, qui a écrit « nous aurions assez de temps si nous en perdions moins », Mme Widmer-Schlumpf a appelé à s'attaquer tout de suite aux grands défis, en unissant nos forces pour promouvoir la paix et la sécurité dans le monde et pour mieux protéger les droits de l'homme.

Mme CRISTINA FERNÁNDEZ, Présidente de l'Argentine, a d'abord tenu à condamner le meurtre « lâche » de Christopher Stevens, l'Ambassadeur américain en Lybie. « Ce fait doit nous inciter à la réflexion et nous amener à penser à différentes interprétations des événements intervenus dans les pays arabes », a-t-elle déclaré. Elle a réaffirmé la nécessité de choisir le langage diplomatique plutôt que celui des armes pour parvenir à une paix véritable et durable. Toutefois, a-t-elle ajouté, au fil des ans, les puissances occidentales ne sont pas encore parvenues à trouver une réponse efficace à la situation au Moyen-Orient, raison pour laquelle elle a estimé qu'il était « indispensable » de mettre en place des stratégies et des politiques différentes vis-à-vis de cette région.

Abordant ensuite la crise économique et financière internationale qui sévit depuis 2008, Mme Fernández a fait remarquer que cette crise avait fait apparaître de façon manifeste qu'une gestion financière des capitaux sans réglementation n'était plus adéquate. « Nous avons été les cobayes de politiques néolibérales et ces politiques ont entraîné une implosion », a-t-elle expliqué, citant l'expérience de son propre pays qui, en 2001, connaissait une dette représentant 165% de son produit intérieur brut (PIB), « fruit de politiques d'ajustement ou de consommation mal pensées », a-t-elle souligné. Aujourd'hui, certains pays présentent des déficits de compte courant, comme c'est le cas des États-Unis mais, tant que le dollar est la devise de référence, ils sont à l'abri de toute recommandation

du Fonds monétaire international (FMI). Or, de son côté, l'Argentine est menacée d'un « carton rouge » par le FMI à cause de sa politique économique. « Mais nous ne sommes pas sur un terrain de foot », s'est-elle indignée. « Il s'agit de questions internationales ».

En matière de capitaux, la Présidente de l'Argentine a appelé à une réglementation des mouvements internationaux. « Nous savons tous qu'il existe des transferts de fonds considérables, et les seuls à en souffrir sont les millions d'individus qui perdent espoir et patience dans des situations catastrophiques », a-t-elle insisté. En ce qui concerne le commerce, elle a appelé à des mesures pour que les produits fabriqués à très bas prix dans d'autres pays « ne déferlent pas sur nos marchés ». Elle a tout de même déploré le fait que des pays érigent des barrières pour protéger l'accès à leurs marchés.

Avant de conclure, Mme Fernández a encore appelé les États Membres à « démilitariser l'Atlantique Sud ». « Cela fait 180 ans que le Royaume-Uni a usurpé les îles Malvinas et qu'il fait la sourde oreille face aux réclamations et aux nombreuses résolutions des Nations Unies », a-t-elle dit. « Nous ne pouvons pas tolérer un système de deux poids, deux mesures où un membre permanent du Conseil de sécurité serait autorisé à enfreindre les décisions des Nations Unies ». Elle a précisé que son pays brigait un siège de membre non permanent au sein du Conseil de sécurité et pour que « tous les pays qui aspirent à la paix » se sentent ainsi représentés.

M. MACKY SALL, Président du Sénégal, a indiqué que le 25 mars dernier, après deux tours de scrutin qui se sont déroulés dans le calme et la sérénité, le peuple sénégalais a massivement voté pour le changement à la tête de l'État et le respect des exigences républicaines. Il a salué les pays et organisations amis qui ont soutenu son pays « dans cette belle aventure de consolidation de notre tradition démocratique », notamment par le perfectionnement des instruments électoraux et la supervision du scrutin. En tant que Président nouvellement élu, M. Sall a réaffirmé sa foi dans les valeurs communes et la vocation des Nations Unies. Il a aussi rendu hommage à l'ONU qui contribue de façon remarquable à la pacification des relations internationales.

Le Président Sall a cependant jugé préoccupantes les menaces à la paix et à la sécurité dans le monde, notamment dans le nord du Mali, où des bandes terroristes organisées, puissamment armées et nourries de trafics illicites de tous genres, continuent d'occuper en toute illégalité les deux tiers du pays, de semer la désolation parmi les populations et de détruire des symboles du patrimoine culturel mondial. « Le nord du Mali est devenu une zone de non-droit, un sanctuaire pour le recrutement de la nébuleuse terroriste, qui prend abusivement l'islam comme prétexte pour masquer ses activités criminelles », a-t-il dit. M. Sall a donc demandé au Conseil de sécurité de mettre fin à cette situation, en autorisant les actions nécessaires pour combattre les groupes terroristes et restaurer l'intégrité territoriale du pays. Il a aussi rejeté toute partition du Mali et condamné le coup d'État du 22 mars 2012.

En Guinée-Bissau, a-t-il poursuivi, le Sénégal soutient les efforts que mène le Gouvernement de transition pour la réinitialisation nationale, le redressement des institutions, l'organisation d'élections crédibles et le retrait définitif des militaires de la scène politique. Passant à la Palestine, le Président a rappelé que son pays, qui préside le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, soutient la création d'un État palestinien viable et indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale et siégeant parmi les nations libres à l'ONU. « Il est temps que la Terre sainte des trois religions révélées cesse d'être une terre de feu, de sang et de larmes », a-t-il ajouté. Le Président a par ailleurs assuré que son pays soutient l'avancée de la démocratie et des libertés fondamentales en Afrique.

Le Président du Sénégal a également soulevé les questions liées au développement, se désolant notamment que plus de 900 millions de personnes soient encore sous-alimentées alors que le potentiel de l'agriculture mondiale peut nourrir plus de deux fois la population de la planète. « Quel monde voulons-nous, quand des millions de travailleurs, pères et mères de famille, qui gagnent le minimum vital, se retrouvent brutalement sans emploi parce que l'entreprise familiale a fait faillite et que le responsable principal s'en tire plutôt à bon compte avec un parachute doré? » Le Président a invité à redéfinir les priorités, à investir dans l'économie réelle et à convenir d'un nouvel ordre mondial plus juste. Il a appelé à une autre vision des relations avec l'Afrique, dans un partenariat équitable.

Il a réaffirmé son attachement à la position africaine sur la réforme du Conseil de sécurité exprimée dans le consensus d'Ezulwini, afin que l'Afrique y soit représentée de manière équitable. Au nom de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI), dont son pays assure la présidence, il a exprimé sa foi renouvelée dans le dialogue pour la coexistence pacifique des religions, des cultures et des civilisations.

M. JACOB ZUMA, Président de l'Afrique du Sud, a rendu hommage à l'immense contribution de l'ONU à l'avènement d'une Afrique du Sud démocratique, en rappelant que l'Assemblée générale par sa résolution 2202 de 1966 a défini l'apartheid comme un crime contre l'humanité. Il a précisé que la

Convention antiapartheid a été adoptée par l'Assemblée générale le 30 novembre 1973. Alors que le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de faire preuve du courage collectif nécessaire pour s'opposer à des parties en guerre, M. Zuma a jugé plus urgent que jamais de poursuivre la réforme de l'ONU afin de lui permettre de faire face aux défis contemporains. Il a regretté qu'il n'y ait pas eu de progrès significatifs en matière de réforme du Conseil de sécurité après 18 ans de débats.

Il a fustigé un Conseil de sécurité dont la composition n'était ni représentative ni démocratique. Il a appelé à une réelle représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité, en notant que 70% des questions abordées par cet organe concerne l'Afrique. Il a demandé l'augmentation du nombre de sièges du Conseil de sécurité dans lequel l'Afrique occuperait deux sièges permanents et cinq sièges non permanents. Il a jugé indispensable que l'ONU reconnaisse et prenne en compte le rôle des organisations régionales dans la gestion et la résolution des conflits et a tout particulièrement exhorté l'ONU à collaborer plus étroitement avec les mécanismes de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA). Il a en effet souligné les progrès réalisés depuis 10 ans par l'Union africaine en matière de résolution des conflits et de consolidation de la paix.

Le Président de l'Afrique du Sud a déclaré que la pauvreté, le sous-développement et le manque de perspectives contribuent à l'émergence de certains conflits dans les pays en développement, y compris en Afrique. Alors que 2015 marquera le soixante-dixième anniversaire de l'ONU et la date butoir de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il a exhorté l'ONU à continuer de promouvoir la réalisation des OMD, notamment ceux relatifs aux droits de la femme. Il a particulièrement appelé à l'accélération de la réalisation des OMD dans les pays de l'Afrique subsaharienne, où ils ne semblent pas pouvoir être atteints dans les délais impartis. Il a remercié les pays qui ont consacré 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement (APD).

M. Zuma a jugé essentiel que la protection et la promotion des droits de l'homme et les libertés fondamentales soient au centre de notre volonté collective de résoudre les différends internationaux par des moyens pacifiques. Il a souhaité que tous nos engagements continuent de s'appuyer sur « la solide fondation » que sont la Déclaration et le Plan d'action de Durban adoptés il y a 10 ans à la fin de la Conférence mondiale de lutte contre le racisme. Enfin, il a souhaité que les États Membres mettent en œuvre les accords adoptés lors de la Conférence sur les changements climatiques qui s'est tenue en Afrique du Sud, en décembre 2011.

M. RICARDO MARTINELLI BERROCAL, Président du Panama, a fait remarquer combien les conflits internationaux continuaient à représenter des défis pour la communauté internationale et le droit des nations à coexister en paix. « Tous les pays du monde partagent la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales. De même, tous les conflits à travers le monde peuvent trouver une issue pacifique », a-t-il estimé. À cet effet, il a mis l'accent sur le multilatéralisme, la médiation, le dialogue et la nécessité de reconnaître de façon légitime les droits de toutes les parties à un conflit, ainsi que sur l'importance pour chacune d'elles de remplir leurs obligations dans un esprit sincère, généreux et soucieux de solutions équitables et permanentes.

Pour toutes ces raisons, le Président panaméen a considéré que la Palestine avait le droit d'être reconnue en tant qu'État et qu'elle devait résoudre ses différends avec son voisin, Israël. Il s'est dit préoccupé par « l'escalade de la violence au Moyen-Orient », ainsi que par la crise grave qui perdure en Syrie depuis plus d'un an. Il a lancé un appel respectueux à toutes les parties afin qu'elles trouvent une solution juste et permanente. Il a aussi condamné les attaques récentes perpétrées contre le personnel diplomatique et les missions à l'étranger.

« En tant que pays multiculturel et démilitarisé, le Panama a une longue expérience dans le règlement pacifique des différends internationaux et il s'agit là de sa contribution à un monde pacifique », a poursuivi son Président. Il a précisé qu'en 2013, le Panama accueillera une série de réunions internationales, dont le Congrès international de la langue espagnole, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que le Sommet ibéro-américain des 22 pays de la péninsule. Ces réunions se tiendront en outre dans le contexte des 500 ans de la découverte de la « mer du Sud », devenu l'océan Pacifique, qui permit au Panama de devenir l'un des premiers pôles des Amériques.

Cette année, le Panama apportera également son soutien à la communauté internationale et aux Nations Unies à travers deux projets ambitieux: le Centre régional des Nations Unies pour les Caraïbes et l'Amérique latine, qui accueillera 16 sièges régionaux et sous-régionaux de l'ONU, et le Centre logistique régional d'aide humanitaire pour les Amériques. M. Berrocal a insisté sur l'importance de l'éducation dans le règlement des conflits. « Le monde doit avancer dans ce domaine car l'éducation fait de nous des libres penseurs et nous aide à comprendre et à respecter les idées d'autrui. Elle aide aussi à accepter les différentes cultures et à comprendre que nos différences ne font pas de nous des ennemis », a-t-il conclu.

M. ABDULLAH II BIN AL HUSSEIN, Roi de Jordanie, a salué tous les dirigeants mondiaux qui se sont élevés, avec des milliards de musulmans, pour rejeter les provocations visant à diviser les gens de confession différentes. « En tant qu'Hachémite et descendant du prophète Mahomet, je condamne tous les actes visant à diffamer le nom du prophète » ou à l'utiliser pour justifier la violence, comme nous en avons été récemment témoins.

« Nous avons des tâches importantes à accomplir dans ma région », a poursuivi le Roi Abdullah II, notamment pour fournir de meilleures chances aux jeunes et éviter l'instabilité régionale. Nous devons atteindre l'objectif universel de vivre dans la liberté, la dignité, la justice et la paix. Le Roi a souligné l'intérêt qu'a la communauté internationale à soutenir les pays qui prennent des risques en faveur de la paix et des réformes. En Jordanie, notre « printemps arabe » est une occasion d'accélérer les réformes que nous avons élaborées nous-mêmes, a-t-il indiqué. Il a mentionné les amendements constitutionnels et les lois adoptés depuis l'an dernier pour jeter une base institutionnelle et de principes en appui à la réforme et à la démocratisation.

Venant à la situation en Syrie, le Roi Abdullah II a exigé que la violence cesse immédiatement et que le pays entre dans une phase de transition. Il n'y a pas d'autre alternative qu'une solution politique, a-t-il affirmé, ajoutant que l'ONU a un rôle important à jouer pour aider la population à s'engager dans ce sens. La Jordanie fera tout son possible pour appuyer les efforts du nouveau Représentant spécial conjoint des Secrétaires généraux des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, a-t-il assuré. Le souverain a rappelé que plus de 200 000 Syriens se sont réfugiés en Jordanie depuis le début de la crise, ce qui pèse sur les ressources limitées de son pays. Tout en assumant cette responsabilité, il a demandé le soutien de la communauté internationale afin de prévenir une catastrophe humanitaire.

Nous ne devons cependant pas perdre de vue la crise qui sévit au cœur de la région, a dit le Roi Abdullah II, rappelant que le peuple palestinien est depuis 65 ans « l'exception à la promesse de l'ONU » s'agissant du droit international et des droits de l'homme, du droit de vivre dans la liberté et la sécurité et du droit à l'autodétermination. « Assez! », a-t-il lancé. Le printemps arabe ne pourra porter tous ses fruits tant que le conflit israélo-palestinien durera et tant qu'on ne parviendra pas à une paix juste avec deux États vivant côte à côte et en paix dans la région. Le Roi s'est prévalu d'avoir réuni cette année à Amman les deux parties mais a regretté que l'élan ait été stoppé et que les constructions illégales et les mesures unilatérales aient repris.

Il s'est ensuite préoccupé des menaces à Jérusalem et sur des sites sacrés musulmans et chrétiens, notamment de la mosquée Al-Aqsa. Il a prévenu que toute invasion ou division de ce site serait considérée non seulement comme une violation des obligations d'Israël en vertu du traité pertinent mais aussi comme une profonde transgression religieuse. Le Roi a conclu en soulignant les aspirations du monde arabe à la paix, à une véritable paix. Il a rappelé à cet égard l'Initiative de paix arabe lancée en 2002. Il a lancé un appel à Israël pour qu'il instaure une paix durable avec les Palestiniens.

M. JÁNOS ÁDER, Président de la Hongrie, a axé son discours sur le fait que c'était seulement en avril 2011 qu'une nouvelle Loi fondamentale garantissant les libertés publiques a été adoptée en Hongrie, qui a vécu durant des décennies sous le communisme. Cette Constitution prend en compte les obligations internationales juridiques de la Hongrie, a-t-il précisé. Sur un autre plan, le Président hongrois s'est étendu sur la protection de l'environnement, la préservation des ressources naturelles et la protection du sol, de l'air et de la qualité de l'eau.

À ce sujet, il a dit que l'eau et l'assainissement constituent une autre « paire de manches » parce que plus d'un milliard d'individus sont privés d'eau potable actuellement. Pour M. Áder, la gestion de l'eau rend indispensable la coopération internationale. L'absence de cette coopération pourrait conduire à des urgences sociales et sanitaires et même à la guerre. La Hongrie traite du problème de l'eau et de l'assainissement comme d'une question fondamentale du XXI^e siècle, d'après le Président qui, avant de conclure, souhaite déjà la bienvenue à tout le monde à la Conférence internationale sur l'eau et l'assainissement qui sera organisée à Budapest, l'automne prochain.

M. ASI ALI ZARDARI, Président du Pakistan, a dit que 10 000 soldats pakistanais faisaient actuellement partie des Casques bleus et que l'élection du Pakistan à un siège non permanent du Conseil de sécurité reflétait l'engagement de son pays en faveur de la paix dans le monde. Il a exhorté l'ONU à devenir plus démocratique et plus responsable, en appelant à l'avènement d'une réforme basée sur les principes du consensus et de la démocratie. En tant que pays démocratique, a insisté le Président, le Pakistan soutient les droits du peuple palestinien à un État indépendant et appuie l'adhésion de la Palestine à l'ONU, en tant que Membre de plein droit.

M. Zardani a mis l'accent sur la lutte contre le terrorisme, en rappelant que son épouse Benazir Bhutto, le Ministre des minorités, Shahbaz Bhatti et le Gouverneur de la province du Penjab, Salmaan

Taseer, ont été assassinés par des terroristes. Précisant que le terrorisme a coûté la vie à 7 000 militaires et policiers et à 37 000 civils pakistanais, le Président a déclaré qu'aucun pays n'avait autant souffert du terrorisme que le Pakistan. Il a indiqué que les bombardements effectués par des drones et qui ont fait des victimes civiles sur le territoire pakistanais ajoutent à la difficulté de la bataille du Gouvernement pakistanais pour gagner les cœurs et les esprits, dans sa lutte contre le terrorisme. À ceux qui estiment que le Pakistan n'en fait pas assez, M. Zardari a demandé d'arrêter « d'insulter la mémoire de nos morts et la douleur de nos vivants ». Il a aussi demandé que l'on cesse d'exiger à son pays ce qui n'a jamais été demandé à aucun autre pays et de cesser de diaboliser les femmes et les enfants innocents du Pakistan.

Présentant les progrès de son pays en matière de promotion de la démocratie, M. Zardari a cité la création d'une Commission nationale de la femme, d'une Commission nationale des droits de l'homme et d'une Commission électorale indépendante. Il a rappelé que les médias étaient libres et que la société civile fleurissait sous le parapluie de la démocratie. Dans le domaine de la politique étrangère, le Président s'est félicité du développement d'un partenariat stratégique avec la Chine. « Ce qui est bon pour l'Afghanistan, est bon pour le Pakistan », a-t-il aussi dit en appelant la communauté internationale à venir en aide aux trois millions de réfugiés afghans se trouvant au Pakistan. Il a appuyé une recherche de la paix conduite par les Afghans pour les Afghans et assuré que le Pakistan soutiendra tout processus reflétant le consensus national afghan.

Le Président s'est dit très encouragé par les discussions qu'il a eues avec le Premier Ministre indien le mois dernier à Téhéran, en précisant qu'il s'agissait de la cinquième rencontre en quatre ans. Il a dit que le Pakistan continuerait de défendre les droits du peuple de Jammu-et-Cachemire de choisir pacifiquement son destin, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a estimé que ce territoire symbolisait l'échec plutôt que la force de l'ONU.

Dans le domaine de la coopération régionale, il a précisé que le Pakistan accueillera le mois prochain un sommet quadrilatéral sur l'accord de transit commercial pakistano-afghan. Il a appelé à une meilleure lutte contre le trafic de stupéfiants, en notant que le commerce d'héroïne a augmenté de 3 000%, au cours de la dernière décennie, malgré la présence des Forces internationales en Afghanistan.

M. CARLOS MAURICIO FUNES CARTAGENA, Président d'El Salvador, a constaté qu'il y a toujours des forces politiques, des intellectuels et des médias qui continuent à regarder la réalité avec les yeux de la guerre froide, comme si des changements politiques forts n'avaient pas eu lieu au siècle dernier. Mon pays est un exemple de ces contradictions, a-t-il indiqué, entre un processus de confiance dans l'état de droit et la persistance de forces conservatrices qui craignent encore le communisme. Il a rappelé qu'El Salvador a vécu 12 années de conflit armé, qui ont fait 80 000 morts mais qui n'ont pu s'achever que grâce au dialogue et à la négociation. L'ONU avait agi en qualité de médiateur, par la personne d'Alvaro de Soto à qui le Président a rendu hommage.

À partir de 1992, les Salvadoriens ont entamé un nouveau processus de consolidation de la démocratie en créant des institutions modernes. Puis, il y a trois ans, après 20 années de gouvernements issus de la même force politique, le pays a connu l'alternance. Le Président a souligné que les pouvoirs sont désormais véritablement indépendants les uns des autres, ce qui permet une véritable démocratie et une sécurité juridique. Le Gouvernement, au nom de l'État, a demandé pardon pour les crimes commis par les agents de l'État au cours du conflit armé, a-t-il ajouté.

Le Président a mentionné la crise institutionnelle récente qu'a connue El Salvador, à cause d'un conflit entre la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice et l'Assemblée nationale, différend qui a été soumis à la Cour centraméricaine de justice. Mais cela n'a pas empêché de vives réactions des deux côtés, ainsi que de la part de groupes externes, y compris de « sénateurs américains en campagne qui ont surestimé le conflit », a dit le Président. Le conflit s'est résolu par la désignation d'un nouveau président de la Cour suprême de justice et la normalisation du fonctionnement de l'administration de la justice dans le pays. « Une fois de plus, El Salvador a résolu un conflit interne par la voie de la négociation et du dialogue », a noté le Président.

Le renforcement du processus démocratique doit conduire à des changements profonds de la structure économique et sociale de nos pays, a poursuivi M. Funes. Il a observé que l'Amérique latine a montré la voie à cet égard. Mais, a-t-il averti, il faut éviter de laisser de côté des segments de la population. Il a dénoncé la répartition inégale des biens, l'agression constante de l'environnement et l'échec dans le contrôle des flux financiers.

Alors qu'El Salvador était le deuxième pays le plus violent du continent américain il y a encore quelques mois, il connaît aujourd'hui une baisse drastique de la violence et du nombre d'homicides, s'est réjoui le Président. Ces résultats sont dus à une politique de sécurité menée depuis trois ans et notamment un pacte de non-agression entre bandes rivales qui a été facilité par l'Église catholique et le

Gouvernement. Sans l'appui des pays consommateurs de drogues cette avancée n'aurait pas été possible, a-t-il précisé. L'Amérique centrale unie, avec le Mexique et la Colombie, ont adopté des politiques conjointes pour mener cette bataille. Mais il faut que les États-Unis nous accompagnent dans cette voie, a prévenu le Président.

M. JOSEPH KABILA KABANGE, Président de la République démocratique du Congo, a déclaré que son pays n'a épargné aucun effort en matière de consolidation de la paix et de la sécurité. « Ouverts pour la première fois il y a à peine 10 ans, dans un pays dont l'indépendance est cinquantenaire, les chantiers de la démocratisation de la vie nationale, de la construction de l'état de droit, du développement des infrastructures économiques et de l'amélioration des conditions de vie des populations se poursuivent sans relâche », a affirmé M. Kabila. « Cet élan est malheureusement menacé par les ennemis de la paix », a dénoncé le Président.

Depuis le mois de mars 2012, a-t-il expliqué, la province du Nord-Kivu -où les mots paix, stabilité, réconciliation, travail, dignité humaine avaient commencé à retrouver leurs lettres de noblesse- est redevenue tristement célèbre, non pour la beauté incomparable de ses paysages, ni pour l'extraordinaire richesse de sa diversité, mais comme démonstration du mal profond que l'égoïsme, l'extrémisme, le communautarisme et « le primat de la loi de la force sur la force de la loi » peuvent produire dans une société.

Le Président a rappelé que des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes du Nord-Kivu sont actuellement privés de paix et font l'objet de traitements inhumains et dégradants de la part d'une force négative dirigée par des éléments impénitents du fait de leur grande capacité de nuisance et de soutien extérieur.

« Cette situation est inacceptable, mérite d'être condamnée et doit donner lieu à des sanctions », a déclaré M. Kabila, en disant attendre de la communauté des nations qu'elle prenne ses responsabilités et du Conseil de sécurité qu'il fasse respecter ses résolutions. « C'est la condition de leur efficacité et de leur crédibilité », a-t-il tancé.

Le Président Kabila a précisé que les Congolais étaient conscients qu'il leur revient de défendre leur patrie et d'assurer l'ordre public et la sécurité sur l'ensemble du territoire. « Nous sommes déterminés à assumer cette responsabilité et à y consacrer toutes nos ressources humaines, matérielles et financières, quitte à sacrifier nos ambitions légitimes pour l'émergence du Congo », a prévenu M. Kabila. « Nous demeurons également déterminés à garantir la cohésion nationale et une égale protection à tous les citoyens », a-t-il ajouté. En revanche, a-t-il dit, « je forme le vœu de voir notre Organisation engager tous les États Membres, particulièrement ceux qui se laissent tenter par la violence, au respect des principes directeurs de la Charte des Nations Unies ».

« La République démocratique du Congo est un placement sûr », a conclu le Président, en voulant rassurer ceux qui, de près ou de loin, partenaires bilatéraux ou multilatéraux qui accompagnent son pays dans ses efforts « pour ériger, au centre de l'Afrique, un Congo uni et prospère, en paix avec lui-même et avec tous ses voisins ».

M. ALI BONGO ONDIMBA, Président du Gabon, a dit que le monde a plus que jamais besoin du dialogue des civilisations et des cultures, de tolérance, de compréhension, et de respect entre les peuples pour construire un monde plus pacifique. « En maintenant le cap, nous pourrions mieux relever les défis d'un contexte international toujours marqué par des crises multiformes, illustrées par de nombreux foyers de tensions à travers le monde. Ce sont entre autres la crise syrienne, la situation au Mali et en République démocratique du Congo », a indiqué M. Bongo Ondimba, qui a ajouté que « le peuple de Palestine et le peuple de Cuba aspirent à un avenir meilleur ». Le premier aspire à la reconnaissance d'un État et le deuxième demande la levée d'un embargo économique, commercial et financier qui lui est préjudiciable.

Dans ce contexte, M. Bongo Ondimba a avancé que, pour répondre à ces aspirations, il faudra bâtir une gouvernance globale plus équilibrée, plus démocratique et plus organisée. C'est ainsi que, lors de cette soixante-septième session, « notre attention portera sur la revitalisation de l'Assemblée générale, la réforme du Conseil de sécurité, la médiation, la prévention et la résolution pacifique des différends et des conflits ». Le Président du Gabon a aussi dit qu'il faut investir dans la lutte contre les menaces transversales du trafic d'armes et de la piraterie maritime qui sévit dans le golfe de Guinée.

À cet effet, il a révélé qu'en Afrique centrale les pays œuvrent à la mise en place de mesures de confiance, y compris le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) pour combattre ce fléau. S'agissant du développement économique, M. Ali Bongo Ondimba a suggéré que l'on aborde avec lucidité l'Agenda pour le développement post-2015, notamment l'articulation entre les OMD et les objectifs de développement durable issus de Rio+20. Avant de conclure, il a énuméré les réalisations de son pays dans la lutte contre le VIH/sida, la construction d'infrastructures, la mise en place d'une

économie verte, le renforcement des ressources humaines du pays et les efforts de dialogue avec toutes les forces vives de la nation à travers le Conseil national de la démocratie.

M. IVAN GAŠPAROVIČ, Président de la Slovaquie, a fait remarquer que l'année écoulée avait été très intense pour la communauté internationale car elle avait dû faire face à de nouveaux conflits graves, à des violations des droits de l'homme de la même gravité, à des maladies, à des crises alimentaires, au terrorisme, à l'extrémisme, ainsi qu'à une série d'autres menaces à la paix et à la sécurité internationales. « La manière dont nous résolvons ces nouveaux conflits qui éclatent et l'efficacité de la réponse que nous y apportons sont les témoins de nos succès dans la poursuite des objectifs des Nations Unies », a-t-il fait observer. Il a plaidé, en la matière, pour un dialogue ouvert, pour le respect des différences et pour la recherche commune de solutions dans un esprit de paix. Il a aussi considéré que la médiation sous les auspices des Nations Unies était un élément phare de cet esprit de paix.

« Une distribution inéquitable des richesses, des inégalités sociales, la pauvreté et un sentiment d'injustice demeurent également à la source de nombreux conflits et différends », a poursuivi le Président slovaque, ajoutant d'emblée que les Nations Unies avaient le potentiel pour aider et pour appuyer chacun de ses Membres dans ces différents domaines. Il a fait remarquer que les pays avaient des conceptions divergentes de la manière dont doivent œuvrer les Nations Unies mais il a appelé à la poursuite d'un objectif commun: transformer l'Organisation en une instance dotée d'un rôle de poids dans un nouvel environnement international. « Il nous faut une vision politique de la part de tous les États Membres en vue d'adapter l'ONU aux demandes mondiales du XXI^e siècle », a-t-il dit.

Dans ce contexte, le Président slovaque a rappelé que la Conférence Rio+20 avait réaffirmé la nécessité d'un multilatéralisme robuste et inclusif contre les menaces qui pèsent sur la communauté internationale en matière de développement durable. Il a apporté le soutien de son pays à l'initiative du Secrétaire général baptisée « Énergie durable pour tous ». Il a rappelé que les États Membres disposaient encore de trois ans pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et a exhorté la communauté internationale à redoubler d'efforts pour honorer ses engagements.

En matière de paix et de sécurité internationales, M. Gašparovič a encore mis l'accent sur la nécessité d'un traité régissant le commerce des armes, ainsi que sur l'importance d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il s'est félicité de ce qu'une conférence sur cette question soit prévue à Helsinki en décembre prochain. Il a aussi plaidé pour le renforcement de la coopération entre l'ONU, l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans la gestion des crises et s'est dit favorable à d'autres améliorations des missions de consolidation de la paix en matière de coopération, de protection des civils et de stratégie de transition postconflit.

M. GOODLUCK EBELE JONATHAN, Président du Nigéria, a déclaré, citant l'exemple du Soudan du Sud, que beaucoup plus devait être fait pour préserver les gains obtenus, y compris en développant de nouvelles stratégies de prévention et de résolution des conflits. Il a en outre appelé le peuple syrien à, face au manque apparent d'une action internationale positive concertée, faire une pause et à trouver une solution à la crise d'une façon qui bénéficierait à la nation syrienne.

Le Président nigérian a par ailleurs plaidé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, avec un élargissement de ses membres permanents, afin de rendre cet organe plus équitable, plus inclusif et plus efficace.

M. Jonathan s'est également dit préoccupé par les crises politiques et les insurrections dans de nombreuses régions du monde, y compris dans certaines parties de son pays, confrontées à des menaces extrémistes ou à des activités de militants aux tactiques quasi terroristes. Face à ce problème, le Nigéria s'est attaché à s'attaquer aux causes profondes des menaces, explorant des opportunités de dialogue et renforçant l'application de la loi en vue de garantir la sécurité publique.

La coopération internationale a été, de même, un facteur essentiel pour relever les défis sécuritaires, a-t-il dit, précisant que des accords bilatéraux avaient été signés avec les pays voisins comme le Cameroun, le Niger et le Tchad.

M. Jonathan s'est également attardé sur la situation en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali et en Guinée-Bissau. Si la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) prend des mesures pour tenter de résoudre la crise au Mali, en particulier dans le nord du pays, une aide urgente des Nations Unies et le soutien d'autres partenaires sont nécessaires pour y garantir la paix et la sécurité ainsi que dans l'ensemble de la sous-région.

Enfin, le Président du Nigéria a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération de son pays avec les Nations Unies dans le domaine des opérations de maintien de la paix à travers le monde.

M. CHRISTOPHER JOREBON LOEAK, Président des Îles Marshall, a déclaré que son pays allait renforcer ses efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à un emploi décent, et la protection de l'environnement. « Les OMD ne sont pas des chiffres abstraits ou des statistiques », a-t-il dit. « Les OMD sont dans nos salles de classes et dans nos hôpitaux. »

Les Îles Marshall veulent progresser avec la région Asie-Pacifique, a assuré le Président. « Nous n'avons pas d'autre choix que de réécrire notre futur ». Le pays doit assurer son indépendance économique en élargissant son secteur privé, notamment dans la pêche et le tourisme. Ces progrès doivent servir de pilier à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires qui se tiendra dans le Pacifique en 2014. Quant au prochain Sommet des dirigeants du Forum du Pacifique, il aura lieu en 2013 aux Îles Marshall.

Évoquant les 67 essais nucléaires conduits dans les Îles Marshall alors qu'elles étaient encore un territoire sous tutelle des Nations Unies, M. Loeak a souligné que de nombreux habitants sont, aujourd'hui encore, des « nomades nucléaires », dans l'impossibilité de se réinstaller en toute sécurité. Le Rapporteur spécial sur les déchets toxiques, M. Calin Goergescu, a présenté cette année au Conseil des droits de l'homme ses conclusions sur la souffrance du peuple des Îles Marshall. Ils « ont payé un prix trop élevé », a insisté le Président, car c'est « la seule fois où les Nations Unies ont explicitement autorisé l'utilisation d'armes nucléaires ». M. Loeak a souhaité que les États-Unis et la communauté internationale dans son ensemble acceptent les recommandations du Rapporteur spécial.

Le Président a aussi souligné que les Îles Marshall étaient l'un des pays les plus exposés à la montée du niveau de la mer. Toutes les nations doivent agir de concert pour réduire ces risques et respecter les objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les Îles Marshall ont un plan énergétique national pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, mais elles dépendent de l'aide internationale et n'ont pas beaucoup d'autres ressources pour s'adapter au réchauffement de la planète. C'est la raison pour laquelle le secteur privé doit être rapidement renforcé et qu'il faut créer une sécurité financière à travers l'échange « dette contre adaptation » que souhaitent les Îles Marshall et d'autres petits États insulaires.

M. SPRENT ARUMOGO DABWIDO, Président de Nauru, a mis l'accent sur les menaces liées aux effets des changements climatiques. Les glaces de l'océan Arctique, a-t-il dit, ont atteint leur niveau historique le plus bas, certains scientifiques prévoyant désormais leur disparition pendant dans cinq ans. La semaine dernière encore, a-t-il ajouté, une nouvelle étude a démontré que la moitié du récif corallien pourrait être perdue avec une hausse de la température de 1,2 C.

Au lieu d'accroître nos efforts pour régler d'urgence cette crise, nous assistons au démantèlement régulier du régime international de lutte contre les effets des changements climatiques, a-t-il déploré. Un tel résultat est inacceptable, a-t-il déclaré. Si le multilatéralisme doit avoir une crédibilité, nous devons d'urgence avancer, et les pays qui ont les capacités les plus importantes doivent immédiatement commencer à mobiliser les ressources nécessaires au rétablissement d'une infrastructure énergétique qui alimente l'économie globale.

Pour M. Dabwido, le système des Nations Unies doit commencer à analyser et à traiter les conséquences sur la sécurité des effets des changements climatiques. À cet égard, a-t-il dit, les petits États insulaires en développement ont appelé à la nomination d'un représentant spécial sur le climat et la sécurité, lequel travaillerait avec les États Membres pour assurer leur résilience.

En outre, le Secrétaire général devrait conduire une évaluation de la capacité du système des Nations Unies à répondre à de telles conséquences. Les États Membres, en particulier les plus vulnérables, doivent être convaincus que la communauté internationale a les outils et les ressources pour répondre à cette crise, a-t-il expliqué.

Il a estimé également que les engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio devaient être appuyés par de véritables ressources et être traduits en résultats concrets sur le terrain.

M. VÁCLAV KLAUS, Président de la République tchèque, a exprimé sa ferme conviction que les différends devaient être réglés de manière pacifique et non par le recours à la force. À la lumière de l'histoire de son pays, il a indiqué que les responsables nationaux devaient être les chefs de file des négociations pour la résolution des différends plutôt que des négociateurs internationaux ou d'anciennes célébrités politiques.

Le mandat des parties en négociation doit respecter autant que possible les particularités locales, et les observateurs doivent s'abstenir d'imposer une résolution qui, si elle a leur faveur, n'est pas en adéquation avec la dynamique à long terme d'une région, a-t-il affirmé. Ce préalable n'étant

souvent pas respecté, il ne faut pas s'étonner que les résultats obtenus lors de la résolution d'un conflit soient aux antipodes de ceux qui sont parfois souhaités par les parties prenantes, a poursuivi le Président Klaus.

Il a ensuite affirmé que la première question à se poser était bel et bien de savoir quelle est l'efficacité des pourparlers de paix et des missions internationales. Les interventions externes améliorent-elles la situation ou l'aggravent-elles en compromettant des processus spontanés qui pourraient réintroduire de la stabilité dans une région avec peut-être des petits sacrifices mais sans doute moindres que le prix à payer à cause de ces interventions? Les récents développements en Iraq, la question toujours ouverte de Chypre ou l'indépendance du Kosovo sont-ils des succès de l'ONU ou des échecs? s'est-il interrogé.

M. Klaus a ensuite abordé la situation en Syrie, indiquant qu'il ne voyait pas d'issue prévisible à la crise et que les efforts devaient se concentrer sur l'aide à apporter à la population, tels qu'ils sont déployés en ce moment même par son pays. Plaidant pour l'adoption d'une perspective à long terme et prenant pour exemple l'intervention en Libye, le Président tchèque a indiqué que la force militaire ne pouvait en tout état de cause aboutir à un règlement durable. En conclusion, il a apporté le soutien de son pays à une réforme des Nations Unies, y compris du Conseil de sécurité, afin de parvenir notamment à une représentation géographique plus équilibrée.

M. HÂMID KARZAI, Président de l'Afghanistan, a déclaré que le monde était « ébranlé par la déprivation de fanatiques qui ont commis des actes insultant la foi de plus de 1,5 milliard de musulmans ». De tels actes, a-t-il martelé, ne peuvent jamais être justifiés par la liberté d'expression. L'islamophobie est un phénomène préoccupant qui menace la paix et la coexistence entre les cultures et les civilisations. M. Karzai a appelé les dirigeants occidentaux, les politiciens et les médias, à s'attaquer à l'islamophobie dans toutes ses formes et manifestations.

L'Afghanistan témoigne des bienfaits de la coopération multilatérale et de la solidarité internationale. En 10 ans, le pays s'est remarquablement transformé, a reconnu le Président. La démocratie a pris racine, les services de santé sont accessibles à la majorité de la population, des millions d'enfants, garçons et filles, sont scolarisés. Cependant, le monde poursuit sa lutte contre le terrorisme et le peuple afghan continue de payer un prix très élevé. Or, « le terrorisme n'est pas enraciné dans les villages et les villes afghans; il ne l'a jamais été », a assuré M. Karzai. « Ses sources et ses réseaux existent au-delà des frontières de l'Afghanistan ».

La paix est le désir le plus cher du peuple afghan, a poursuivi le Président. Convaincu qu'un effort militaire seul n'est pas une stratégie adéquate pour assurer la sécurité, il a lancé un processus de paix et de réconciliation. M. Karzai a dit tendre la main, non seulement aux Taliban, mais aussi à tous les autres groupes d'opposition armés qui aspirent à retrouver une vie digne, pacifique et indépendante. Il a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'appuyer pleinement ses efforts et, en particulier, au Comité des sanctions sur les Taliban de retirer des dirigeants de ses listes afin de faciliter des négociations directes.

M. Karzai a rappelé qu'il encourageait le Pakistan à appuyer le processus de paix en Afghanistan pour la sécurité de la région et au-delà. Il s'est dit conscient que les relations fraternelles avec son voisin étaient soumises à des tensions avec les attaques de villages afghans.

Depuis deux ans, a poursuivi M. Karzai, la priorité de l'Afghanistan a été de faire en sorte que ses Forces de sécurité assument la pleine responsabilité de la sécurité du pays. Le processus de transition sera terminé au milieu de l'année 2013 et les forces de l'OTAN et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) doivent quitter l'Afghanistan à la fin 2014. En outre, l'année écoulée a été marquée par des progrès importants dans la consolidation du partenariat international, avec les réunions de Chicago et de Tokyo, où un « cadre de responsabilité mutuelle » a été adopté.

Enfin, le Président a reconnu que le destin de son pays était lié à celui de la région et qu'en dépit des menaces posées par le terrorisme, l'extrémisme et les narcotiques, il devait saisir toutes les opportunités pour se développer et prospérer.

M. EDWARD KIWANUKA SSEKANDI, Vice-Président de l'Ouganda, a estimé que les conflits devraient être réglés, avant tout, par les acteurs et les citoyens des pays concernés, sur la base de principes démocratiques et de l'égalité de tous devant la loi. Lorsque les acteurs nationaux ne sont pas en mesure de résoudre le problème, les organisations sous-régionales peuvent intervenir. Celles-ci incluent, en Afrique, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO).

Les Nations Unies et la communauté internationale peuvent apporter le soutien nécessaire aux initiatives régionales et sous-régionales, a poursuivi le Vice-Président. « Nos avancées récentes dans les processus de paix au Burundi, au Soudan, au Soudan du Sud et en Somalie, notamment, attestent des progrès que nous pouvons faire ensemble ». L'initiative de la CIRGL en cours dans l'est de la République démocratique du Congo est basée sur cette expérience. Elle étudie les causes profondes du conflit, le déploiement d'une force internationale neutre et la réponse à la crise humanitaire. M. Ssekandi a en effet jugé que les interventions étrangères étaient souvent déstabilisatrices.

Le Vice-Président ougandais a souligné qu'il fallait s'interroger sur les questions substantielles qui donnent lieu à des conflits, comme le manque d'accès ou la distribution inéquitable des ressources, l'exclusion sociale et politique. Le lien entre développement et sécurité dans la consolidation de la paix est maintenant largement reconnu, a-t-il ajouté. Des efforts doivent être faits pour désamorcer la crainte, la haine et les autres émotions négatives qui enveniment les conflits. À cet égard, l'Ouganda condamne tous les actes de terrorisme et de violence et appelle tous les dirigeants à favoriser la réconciliation nationale, à travers des mécanismes judiciaires de transition, comme les commissions vérité et réconciliation qui jouent un rôle clef dans l'établissement d'une paix durable.

M. MARIANO RAJOY BREY, Président du Gouvernement de l'Espagne, a indiqué qu'il participe, pour la première fois, au débat général de l'Assemblée générale depuis son élection à la tête du Gouvernement espagnol. « Je le fais aujourd'hui, au nom d'un pays qui s'est engagé avec la communauté internationale à trouver des solutions communes aux problèmes auxquels nous sommes confrontés », a-t-il renchéri. Cet engagement s'exprime par le désir de servir une nouvelle fois au Conseil de sécurité pour la période 2015-2016. En dehors de la situation politique et financière, le monde fait aujourd'hui face à des défis compliqués et nombreux, a reconnu M. Rajoy Brey. L'ONU et l'Assemblée générale sont les endroits les plus indiqués pour y faire face.

S'agissant donc de l'avenir du printemps arabe, M. Rajoy Brey a déclaré que l'Espagne peut servir de bon exemple pour avoir réussi sa transition vers la démocratie. Il a rappelé que l'Espagne a participé activement à la recherche de solutions aux problèmes dans la corne de l'Afrique notamment la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien. Après avoir salué les avancées en Somalie, il a révélé que l'Espagne et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont signé un accord pour la mise en place aux îles Canaries du plus grand silo de stockage alimentaire au monde afin de pouvoir réagir rapidement et efficacement aux urgences sur le continent.

M. Rajoy Brey a également dit que l'année 2012 a vu des avancées comme le retour progressif de la stabilité en Afghanistan, les engagements pris à la Conférence du développement durable de Rio+20, la lutte contre l'impunité internationale et le rôle crucial de l'Amérique latine dans le développement et le multilatéralisme. Avant de terminer, il a demandé à ce que pour les 12 prochains mois, l'on se focalise, avec détermination, sur la crise en Syrie, le Liban, le processus de paix au Moyen-Orient, la situation au Mali ainsi que les efforts de la communauté internationale et du Groupe E3+3 pour atténuer les doutes sur le programme nucléaire iranien.

Il a insisté sur le fait que ces efforts sont soutenus par la volonté de parvenir à une solution politique et diplomatique. Il n'a pas non plus oublié d'exprimer son appui aux pourparlers à Six comme cadre pour trouver une solution diplomatique à la crise liée au programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

M. KAY RALA XANANA GUSMÃO, Premier Ministre du Timor-Leste, a dit venir avec un message de joie et de remerciement. Il a rappelé que de nombreuses missions de l'ONU se sont succédé depuis « l'émancipation » en 1999, d'un Timor-Leste qui a su aller au-delà des circonstances qui caractérisent les pays postconflit. L'année 2012 marque le début d'un nouveau chapitre en matière de consolidation de la paix, celui de la poursuite du renforcement des institutions et du développement national. M. Gusmão s'est notamment félicité du bon déroulement, cette année, des élections présidentielle et parlementaires, avant d'évoquer les récentes visites du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et de la Secrétaire d'État des États-Unis, Mme Hillary Clinton. Ce fut la première visite d'un haut fonctionnaire américain dans notre jeune pays, s'est-il enorgueilli.

Évoquant le retrait, d'ici à la fin de l'année, de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), le Premier Ministre a annoncé que son pays rendrait hommage, le 20 mai 2013, à tous les pays ayant participé aux missions de l'ONU au Timor-Leste en leur octroyant la plus importante décoration du pays. Le succès du Timor-Leste, a-t-il affirmé, appartient à tout le monde et nous nous tenons prêts à continuer de diriger le processus de développement national, notamment la consolidation de notre État démocratique dans l'état de droit et la mise en œuvre progressive du Plan de développement stratégique pour la période 2011-2030. Le Timor-Leste, a-t-il ajouté, tient cependant à maintenir des rapports étroits avec l'ONU et les autres partenaires en développement dans un nouveau cadre de coopération.

M. Gusmão a ensuite passé en revue les objectifs du nouveau Gouvernement timorais. Aujourd'hui, nous avons un plan, une vision pour transformer le Timor-Leste en un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2030. Le Premier Ministre a cependant averti qu'à court terme, son pays ne serait pas en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, précisant que la lutte contre la pauvreté constituait le défi principal du Timor-Leste.

Il a évoqué la création, en avril 2010, à Dili, du « G7+ » faisant observer qu'il n'existait auparavant aucun mécanisme permettant aux États fragiles de discuter de questions liées à la paix et à la sécurité d'une manière plus indépendante que dans le cadre des relations avec les donateurs et les agences de développement. Il a plaidé pour l'adoption d'un « New Deal » afin d'assurer une meilleure coordination et une appropriation de l'assistance internationale par les pays récipiendaires. Le Timor-Leste, a-t-il ajouté, s'engage à continuer de diriger le « G7+ » de la même façon qu'il s'est engagé à sortir d'une situation de conflit et de fragilité pour parvenir à une situation de paix sociale et politique et de stabilité.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel